

Migration & (Im)mobility Magazine

Routed 

iDIASPORA
CONNECTER APPRENDRE CONTRIBUER



**Les diasporas au premier
plan de la protection sociale;
les impacts, les dynamiques
et opportunités futures**

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas les positions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les appellations utilisées et la présentation des données dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'opinion de la part de l'OIM concernant des faits tels que statut légal, pays, territoire, ville ou zone particulière, ou à propos de leurs autorités, ou de leurs frontières ou confins. Cette publication n'a pas fait l'objet d'une révision formelle par l'OIM.

Rédactrices en chef: Margaret Koudelkova (Routed Magazine) et Larisa Lara Guerrero (IOM)

Éditeurs: Routed Magazine et iDiaspora

Sites web: routedmagazine.com et idiaspora.org

Photo de couverture: © Andrey Popov 2023

Citation suggérée: Routed Magazine et iDiaspora (2023) Les diasporas au premier plan de la protection sociale ; les impacts, les dynamiques et opportunités futures.



Cette publication est disponible sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 4.0 License (CC BY-NC-ND 4.0).

Les diasporas au premier plan de la protection sociale; les impacts, les dynamiques et opportunités futures

Sommaire

Diasporas dirigées par des jeunes pour l'égalité des genres : une protection sociale sensible au genre dans les contextes de migration Yasmina Benslimane	1
L'Émigration indienne vers les pays du CCG : L'impact des envois de fonds sur la protection sociale des familles migrantes Satish Kumar et Anjali Mehra	5
La Diaspora bangladaise : les champions méconnus de la lutte contre les catastrophes induites par les changements climatiques Dr. Fazle Rabby	7
Peaux brunes en blouses blanches : La diaspora philippine en première ligne face à la pandémie Romina Eloisa M. Abuan, Elora Mae G. Atos, et Katrina R. Guanio	11
Discours sur la décolonisation : Une perspective sur les Afro-Belges Jimmy Hendry Nzally	15
Autonomiser la diaspora par la solidarité et la protection sociale transnationale : le cas du Centre Culturel Musulman du Kerala Farseen Ali Puthanveettil	18
Autonomiser les communautés : le rôle vital des diasporas dans la protection sociale au Cameroun Charles Simplicie Mbatsogo Mebo	21
Trous noirs qui avalent mes rêves : Normes socioculturelles à l'encontre des femmes LBQ en Afghanistan Basira Paigham	25
Où pouvons-nous aider ? Promouvoir les canaux d'échange de capital social au sein de la diaspora bangladaise Asman Osman	28
SOSOrinoco : l'avantage de l'activisme de la diaspora au Venezuela Ángeles Zúñiga et Abigail Edwards	31

La protection sanitaire des migrants irréguliers aux frontières : Le cas du fossé du Darién Andrea Jaramillo Contreras	34
Les femmes subsahariennes en Tunisie entre peur du rejet et soins médicaux adéquats Amal Hlioui	38

Remerciements

Cette publication a été réalisée grâce à la collaboration entre Routed Magazine et la plateforme iDiaspora. Les rédactrices en chef Larisa Lara Guerrero, Responsable des Communautés Transnationales et des Communications Numériques au siège de l'OIM à Genève, et Margaret Koudelkova de Routed Magazine tiennent à remercier tous les auteurs qui ont participé à cette publication via un appel lancé en mai 2023. Les éditeurs sont particulièrement reconnaissants aux auteurs qui ont contribué à ce numéro grâce à leurs divers horizons et expériences.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes suivantes pour leurs contributions en tant que rédactrices et coordinatrices de la publication : Fiona Buchanan, Lena Hartz, Lillian Babayan, Madison Bradt, Margaret Koudelkova, Shaddin Almasri et Verónica Uribe-Kessler. Nous sommes également profondément reconnaissants aux traducteurs de ce numéro en français, Fatma Lassilaa, Seiagam Tiako Geoguy et Zeinab Arteil.

Avant-propos

Les pays sont responsables de fournir une protection sociale à leurs citoyens et, dans un contexte migratoire, ce sont les pays de destination qui sont les principaux responsables. Cependant, les limitations de l'accès des migrants à la protection sociale ont donné lieu à une pléthore de mesures informelles, tels que celles fournies par les communautés transnationales et les diasporas qui soutiennent leurs familles et leurs communautés à travers des réseaux personnels, permettant d'accéder aux soins de santé, à l'éducation, à la retraite et à la sécurité sociale.¹ Les systèmes de protection sociale, comprenant un ensemble de politiques et de programmes publics et privés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté, au dénuement et à l'exclusion sociale, sont primordiaux pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, aider les individus et les familles à affronter les crises, trouver du travail, investir dans les secteurs de la santé et l'éducation et soutenir les personnes âgées. Cet article explore la façon dont les défenseurs et les organisations de la diaspora contribuent aux mesures informelles de protection sociale dans des domaines comme le chômage, les pensions de retraite, les allocations familiales, les ressources minimales et les prestations de soins de santé.

Les politiques et les systèmes efficaces en matière de protection sociale constituent les piliers des sociétés prospères. Ils jouent un rôle fondamental dans l'accélération de la croissance inclusive et la réduction des inégalités. Qu'il s'agisse d'assurer l'accès aux soins de santé et à l'éducation ou de se rétablir à la suite d'une crise, la sécurité sociale est une nécessité pour les communautés en mouvement. En collaboration avec iDiaspora, nous avons le plaisir de présenter cette édition spéciale qui explique comment les diasporas sont au premier plan de la protection sociale et comment elles sont en train de redéfinir les perspectives traditionnelles de développement et d'humanitarisme au sein de leurs communautés et au-delà.

Nos lecteurs ont l'occasion de connaître des histoires de peuples divers et découvrir une variété d'exemples de mesures informelles de protection sociale à travers la communauté mondiale. Nous rencontrons la diaspora philippine en première ligne face à la pandémie et les champions méconnus de la promotion de la protection sociale pour affronter les catastrophes dues au changement climatique. Nous acquérons une compréhension approfondie des avantages de l'activisme de la diaspora au Venezuela, du rôle crucial des diasporas à propos la protection sociale au Cameroun et des initiatives des jeunes de la diaspora pour instaurer une protection sociale sensible au genre dans des contextes migratoires. Nous participons à un discours sur des perspectives concernant les Afro-Belges, les normes sociales et culturelles à l'égard des femmes LBQ en Afghanistan et la prestation de soins médicaux pour les femmes subsahariennes en Tunisie.

¹ Comité Permanent des Programmes et des Finances de l'OIM - 2023 : L'Amélioration de la Protection Sociale des Migrants et des Populations en Situation de Vulnérabilité, notamment les Déplacés Internes. Trente-deuxième Session (S/32/8).

Nous allons nous concentrer sur l'accumulation des vulnérabilités dans une étude de cas sur la migration en transit à travers la jungle du Darién et l'autonomisation de la diaspora par la solidarité et la protection sociale transnationale dans le cas du Centre Culturel Musulman de Kerala. Et finalement, nous explorons, sous un angle économique, l'impact des envois de fonds sur la protection sociale des familles migrantes et le renforcement des modes d'échange du capital social de la diaspora bangladaise.

Nous remercions nos auteurs pour leur travail qui informe et contribue davantage aux changements dans les narrations traditionnelles à propos de la protection sociale. Les exemples de protection sociale informelle présentés dans cette édition mettent en valeur le rôle fondamental que les membres de la diaspora jouent pour assurer la couverture sanitaire et la sécurité sociale à leurs familles et communautés. En outre, ils attirent l'attention sur le rôle prédominant et la responsabilité des gouvernements pour garantir la protection sociale des travailleurs migrants et de leurs citoyens. Il est important de souligner que la sécurité sociale est un droit humain fondamental profondément ancré dans le droit international, inscrit dans de nombreux instruments relatifs aux droits de l'homme et au droit du travail qui sont universellement négociés et acceptés.

Nous tenons à remercier iDiaspora pour une autre collaboration qui était enrichissante et fructueuse comme d'habitude, ainsi que pour l'initiative et l'engagement inébranlable de l'équipe de Diaspora au siège de l'OIM à Genève. À nos lecteurs, nous vous remercions d'avoir pris le temps de lire notre dernière édition. Nous espérons que vous l'apprécierez et qu'elle vous inspirera pour soutenir les défenseurs de la diaspora à faire entendre leurs voix dans le monde entier afin d'obtenir des résultats plus favorables en matière de protection sociale au sein de leurs communautés.

Elizabeth Warn, Chef de la Division de la Mobilité de Main-d'œuvre et de l'Intégration Sociale, Siège de l'OIM.

Diasporas dirigées par des jeunes pour l'égalité des genres : une protection sociale sensible au genre dans les contextes de migration

Yasmina Benslimane

En tant que personne ayant vécu dans sept pays et terminé mes études universitaires de premier et second cycle et de troisième cycle dans des environnements incroyablement diversifiés, j'en suis parvenu à une réalisation retentissante : l'inégalité des sexes ne connaît pas de frontières, elle est universelle. Seulement dans la dernière décennie, près de 60 millions de personnes de plus sont devenues des migrants internationaux, cherchant de meilleures opportunités pour assurer un avenir meilleur hors de leur pays d'origine, dont environ 48.5% sont des femmes. Ces femmes font souvent face à des défis spécifiques tels que la violence basée sur le genre (VBG), l'accès limité aux soins de santé et à l'éducation, et l'exploitation économique.

Répondre aux ces défis à travers la protection sociale sensible au genre est crucial pour assurer le bien-être et l'autonomisation des migrants. Elle est aussi essentielle à l'autonomisation des femmes et des filles dans leurs pays d'origine respectifs. La protection sociale sensible au genre signifie la création et la mise en œuvre de programmes et de mesures qui prennent en compte les différents besoins et défis rencontrés par les hommes, les femmes et les personnes de genres divers. Cet article explore comment ces initiatives subviennent aux besoins spécifiques des femmes et des filles migrantes, en tirant profit de leurs réseaux transnationaux et en préconisant l'application des mesures de protection sociale qui se concentrent sur leurs besoins.

Les initiatives des jeunes de la diaspora en tant qu'acteurs du changement

Les initiatives menées par les jeunes de la diaspora accroissent de manière efficace la sensibilisation, incitent les changements au niveau des politiques et favorisent un environnement plus inclusif et plus propice pour les femmes et les filles dans leur pays d'origine. Les jeunes de la diaspora utilisent leur position unique à l'intersection de plusieurs cultures et leurs expériences personnelles de la migration pour préconiser la protection sociale.



L' Auteur avec des membres de l'un des projets de Women4Leadership

En tirant profit de leurs réseaux transnationaux, les initiatives menées par les jeunes peuvent se connecter à la fois avec les pays d'origine et les pays d'accueil pour influencer les politiques et les pratiques. Elles s'emploient activement à faire face aux défis sexospécifiques rencontrés par les femmes et les filles. Les initiatives peuvent prendre diverses formes, telles que les campagnes de plaidoyer, la mobilisation communautaire et la prestation de services ou mobiliser les communautés pour créer des espaces sûrs et des réseaux de soutien.

Ces initiatives offrent des opportunités de formation et d'éducation pour autonomiser les jeunes et améliorer leur résilience. En favorisant la solidarité et l'engagement communautaire, les organisations de jeunes de la diaspora jouent un rôle primordial dans la création d'un environnement propice aux femmes et aux filles migrantes.

Tirer profit des réseaux et expériences transnationaux

Maroc

Installée à l'étranger depuis dix ans, j'ai personnellement été témoin de la façon dont la diaspora marocaine, même à distance, continue de s'organiser et de se mobiliser pour les droits des femmes qui vivent au Maroc. Cet effort collectif illustre la force et la détermination des individus qui refusent d'être réduits au silence par la distance géographique.

Motivée par ces expériences, j'ai fondé [Politics4Her](#) (la Politique pour Elle) en 2017 durant mon séjour au Costa Rica alors que j'étudiais à l'Université pour la Paix Mandatée par l'ONU. Au sein de Politics4Her, le projet Women4Leadership (les Femmes au Leadership) est devenu une initiative primordiale au Maroc, au premier plan de l'engagement des jeunes femmes marocaines. Le projet W4L a doté des jeunes femmes provenant de divers milieux, notamment des réfugiées et des migrantes au Maroc, des connaissances et des compétences nécessaires pour devenir des actrices du changement. En mobilisant la diaspora et en tirant profit de l'espace numérique, le projet W4L a assuré l'intégration et l'équité dans son approche, ce qui contribue ultimement à un changement positif et durable de la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) et de la protection sociale sensible au genre. En collaboration avec l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), nous avons organisé une consultation concentrée sur les expériences vécues de violence basée sur le genre (VBG) dont les réfugiés sont victimes. La consultation a offert aux réfugiés une plateforme pour exprimer leurs expériences, leurs besoins et leurs inquiétudes concernant la violence basée sur le genre. En écoutant leurs témoignages et leur pensées, la session visait à éclairer et à orienter les interventions, les politiques et les programmes futurs pour mieux les soutenir et les protéger.

Afghanistan

Pashtana Zalmi Khan Dorani, une défenseuse résiliente que j'ai rencontrée grâce à notre adhésion au Réseau de la Transformation de l'Éducation (the Transform Education Network) organisé par l'Initiative des Nations Unies pour l'Éducation des Filles ([UNGEI](#)), défend et soutient l'accès des filles à l'éducation à travers son organisation '[LEARN Afghanistan](#)'.

En tant que réfugiée elle-même, elle comprend profondément la puissance transformatrice de l'éducation et c'est pourquoi elle a consacré ses efforts à améliorer la vie des femmes et des filles en Afghanistan. Pashtana a fondé 'LEARN Afghanistan' en 2018 aux fins de renforcer les possibilités d'éducation et d'autonomiser les filles afghanes. L'organisation se focalise sur l'éducation numérique, offrant des cours en ligne gratuits et fournissant des ressources utiles, des formations professionnelles et des mentorats à des milliers de filles afghanes. En dépit des défis posés par le retour des Taliban, le leadership de Pashtana a grandement contribué à la continuation de la mission en trouvant d'autres moyens de soutenir l'éducation et d'autonomiser les filles afghanes.

Face à l'apartheid de genre, Pashtana Zalmi Khan Dorani et 'LEARN Afghanistan' jouent un rôle essentiel dans le but d'éliminer les barrières et doter les filles des connaissances et des compétences nécessaires pour déterminer leur propre avenir et contribuer à leurs communautés. À travers leur dévouement inébranlable, Pashtana et son organisation ouvrent la voie à un avenir plus prometteur pour l'épanouissement des femmes et des filles en Afghanistan.

Palestine

La diaspora palestinienne, qui ont été contraintes de fuir leurs foyers en raison du déplacement et de l'occupation, reste profondément attachée à leurs origines, à leur culture et à la cause palestinienne. Influencée par leurs expériences et ancrée dans leur héritage, la nouvelle génération de la diaspora poursuit le combat pour la justice et la libération. Leur engagement indéfectible garantit que la diaspora reste une partie intégrante de la plus grande communauté palestinienne, œuvrant en faveur de l'autodétermination et de l'égalité pour tous les palestiniens, quel que soit leur emplacement. Au sein de cette diaspora dynamique, les activistes féministes palestiniennes qui font partie de mon réseau recommandent le travail du Collectif Féministe Palestinien (PFC), qui se présente comme une force très puissante. Composé de féministes palestiniennes et arabes principalement basées en Amérique du Nord, le PFC s'engage dans l'activisme intersectionnel et s'organisent pour faire face à la violence sexospécifique, sexuelle et coloniale qui est exercée de manière systématique. Reposant sur un cadre anticolonial, le collectif résiste à la normalisation de l'oppression, s'inspirant des mouvements féministes précédents et actuels. À travers leur travail, le PFC ne centre pas seulement l'urgence du combat des palestiniens, mais fait également avancer le féminisme palestinien en tant que philosophie et pratique libératrice. En favorisant la justice transformatrice, la guérison et la création, le collectif contribue à la création d'un monde plus juste et plus équitable, l'amplification des voix et des expériences des femmes palestiniennes et le défi des structures oppressives en ce qui concerne les intersections entre le genre, la race et le colonialisme.

Ces exemples mettent en valeur les différentes façons dont les organisations de la diaspora dirigée par les jeunes abordent activement les défis sexospécifiques rencontrés par les femmes et les filles migrantes.

Elles s'engagent dans le plaidoyer, la mobilisation communautaire et la prestation de services, apportant des contributions significatives à la promotion de la protection sociale sensible au genre dans les contextes migratoires. La collaboration avec les décideurs politiques, les organisations de la société civile et les institutions internationales entraîne des véritables changements positifs et favorise un environnement propice aux femmes et aux filles dans le monde entier. Cependant, ces initiatives des jeunes de la diaspora rencontrent des difficultés telles que les limitations des ressources financières, des capacités organisationnelles et de l'accès aux processus décisionnels, qui peuvent affaiblir leur efficacité. Pour libérer entièrement leur potentiel, l'appui soutenu, les partenariats stratégiques avec les gouvernements, le soutien de la société civile et les acteurs internationaux sont nécessaires. En investissant dans les initiatives de la diaspora dirigée par les jeunes et en profitant de leur expertise, nous pouvons travailler collectivement vers un avenir plus inclusif et plus équitable, afin d'assurer l'accès des femmes et des filles à tous leurs droits.



Yasmina Benslimane a accumulé plus de six ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la migration avec des institutions nationales des droits de l'homme, des ONG et des agences de l'ONU, dans plusieurs pays, tels que l'OIM, le HCR, le PNUD et l'Institut des Politiques Migratoires. Elle est actuellement la Spécialiste en Genre à la Plateforme pour les Enfants et les Jeunes Migrants (Migration Youth and Children Platform - MYCP) et la fondatrice de [Politics4Her](#). Vous pouvez la trouver sur [LinkedIn](#), [Instagram](#) ou [Twitter](#).

L'Émigration indienne vers les pays du CCG : L'impact des envois de fonds sur la protection sociale des familles migrantes

Satish Kumar et Anjali Mehra

Les Pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) qui entourent le Golfe Persique sont dotés d'immenses réservoirs de pétrole et de gaz naturel. Au début des années soixante-dix, le boom pétrolier a mené à la création de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) qui a abouti à une transformation remarquable des pays membres qui sont devenus des destinations attirantes pour travailler et pour les travailleurs peu qualifiés des pays voisins d'Asie, notamment l'Inde. La pratique de la migration indienne vers les pays du CCG n'est pas nouvelle, mais remonte à la période de la pré-partition de l'Inde. Ce phénomène connaît une croissance exponentielle depuis les années 1970. Selon les données les plus récentes, il est estimé qu'environ 10 millions d'indiens vivent dans six pays du CCG (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis). Soixante-dix pour cent des indiens travaillent dans le secteur de la construction en tant que agents de nettoyage, employés de maison et chauffeurs. Il a été constaté que la migration vers ces pays est temporaire et dure relativement peu de temps. Les envois de fonds envoyés par ces émigrants Les envois de fonds envoyés par ces émigrants à leurs familles les aident non seulement à sortir de la pauvreté abjecte, mais stimulent aussi la croissance économique dans les états Indiens ainsi que dans toute la nation à l'échelle macro. Au niveau micro, les envois de fonds aident les familles migrantes à bénéficier de la protection sociale contre le chômage, les risques sanitaires, l'éducation ainsi que d'autres avantages.

L'impact au niveau macro de la migration vers les pays du CCG peut être facilement observé dans l'économie locale et nationale de l'Inde puisque les immigrants des pays du Golfe envoient de l'argent à leurs familles en Inde. La plupart des émigrants indiens qui émigrent vers le Golfe viennent de zones rurales plutôt qu'urbaines.

Selon une estimation de la Banque mondiale en 2022, l'Inde reçoit le montant le plus élevé d'envois de fonds de l'étranger (environ 100 milliards de dollars), ce qui a contribué à approximativement 3% du PIB indien. Actuellement, l'Inde reçoit un tiers du montant total des envois de fonds en provenance des pays du Golfe. Pendant la crise économique mondiale de 2008-2009, les pays du Golfe représentaient près de 35% du montant total des transferts de fonds vers l'Inde. En 2011-2012, le déficit commercial de l'Inde a augmenté à près de 120 milliards de dollars. Toutefois, pendant la crise, les envois de fonds ont joué un rôle important pour les devises étrangères, tout en aidant à résoudre les problèmes de balance des paiements en Inde.



Source: Pixabay.

Au niveau des états, cette étude révèle qu'environ 65% du montant total des envois de fonds sont reçus par quatre états : Maharashtra (35,2 %), Kerala (10,2 %), Tamil Nadu (9,7 %) et Delhi (9,3 %). 31% des transferts de fonds indiens sont transmis au Kerala. C'est presque 10 fois plus élevé que la part des envois de fonds reçus par le reste de l'Inde (3% du PIB total en 2020o). Selon les données du Produit intérieur net par habitant (NSDP), le revenu par habitant du Kerala était de 37 000 roupies/ - en 2000. Après deux décennies en 2020, le revenu par habitant du Kerala était de 265 000 roupies. Dans le même époque (2000-2020), le produit intérieur net (PNB) par habitant au niveau national a été enregistré de 35 000 roupies à 150 000 roupies.

Les envois de fonds jouent un rôle très important à l'échelle micro, par exemple au niveau villageois, domestique et familial. Ils ont une énorme importance dans les ménages les plus pauvres de la société indienne et contribue de manière cruciale à réduire la pauvreté extrême dans certaines régions. Dans le cas de la diaspora indienne dans le Golfe, la plupart des migrants sont non qualifiés et semi-qualifiés. Ils n'ont aucun choix ni d'autres possibilités d'emploi en Inde. Ils sont marginalisés de différentes façons, vivent dans la pauvreté absolue, n'ont pas d'emploi régulier ou de logement, n'ont pas accès à l'éducation et n'ont pas d'argent à épargner. Les opportunités d'emploi jouent un rôle très significatif dans leur vie lorsqu'elles se présentent. Une fois qu'ils ont décroché un emploi à l'étranger, leurs vies ont tendance à s'améliorer au niveau du logement, de l'hygiène, de la scolarisation des enfants, de l'épargne, du pouvoir d'achat, du paiement des dettes, etc.

Les envois de fonds ont un impact durable sur l'amélioration du niveau de vie lorsqu'ils sont utilisés non seulement pour assurer la sécurité alimentaire dans les foyers, mais aussi pour améliorer les compétences et la productivité des bénéficiaires. Il a été constaté que l'impact des envois de fonds peut être relativement considérable au niveau familial ou villageois (l'échelle micro) mais au niveau régional ou national (l'échelle macro) leur impact est moins évident.



Satish Kumar est un chercheur universitaire qui détient un doctorat en Sciences Économiques. Actuellement, il effectue des recherches à l'Université Guru Nanak Dev au Punjab, en Inde. Il travaille actuellement sur des Études Transnationales et Diasporiques liées aux migrations internationales de la main-d'œuvre de l'Inde vers les pays du CCG. Vous pouvez le contacter à cette adresse sksarwa1010@gmail.com



Dr. Anjali Mehra est Professeure Agrégée, Directrice de Recherche et Directrice de l'École des Sciences Sociales à l'Université Guru Nanak Dev au Pendjab, en Inde. Vous pouvez la contacter à cette adresse anjalieco@gmail.com

La Diaspora bangladaise : Les Champions méconnus de la lutte contre les catastrophes induites par les changements climatiques

Dr. Fazle Rabby

Le Bangladesh était le septième pays le plus affecté par les changements climatiques parmi 180 pays, selon l'Indice mondial des risques climatiques en 2021. Les habitants de différentes régions géographiques du Bangladesh sont régulièrement confrontés à des catastrophes naturelles et des phénomènes naturels tels que les inondations, les sécheresses, les cyclones, les salinités, la contamination des eaux par l'arsenic, l'érosion fluviale, les glissements de terrain et les séismes. Selon la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), en 2022, des millions de bangladais vivant dans les quartiers du nord-est ont subi les pires inondations de l'histoire du Bangladesh. Les catastrophes induites par les changements climatiques ont déclenché des crises humanitaires, notamment les déplacements (internes et externes) et les vulnérabilités des moyens de subsistance. Historiquement, les catastrophes environnementales sont l'un des facteurs menant aux migrations internes et externes.

La diaspora bangladaise, composée de personnes de différents quartiers du Bangladesh, est l'une des plus grandes communautés de diaspora à travers le monde. Il existe des corrélations simples entre la diaspora bangladaise et les inquiétudes liées aux changements climatiques au Bangladesh. Les témoignages oraux de différentes générations de la diaspora bangladaise indiquent que les catastrophes induites par les changements climatiques et, par conséquent, les moyens de subsistance affectés agissent à la fois en tant que facteurs d'incitation (l'immigration légale et l'immigration clandestine) et en tant que facteurs d'attraction (amenant des compatriotes du pays d'origine). Cependant, pratiquement aucune étude socio-historique sur l'immigration en provenance du Bangladesh n'est disponible. Selon des interlocuteurs de la diaspora et d'anciens diplomates interviewés, la diaspora bangladaise est socio-psychologiquement affectée par les misères des familles restées au Bangladesh à cause des liens affectifs. Des différentes associations de la diaspora ont affirmé que l'engagement social de la diaspora avec les réseaux communautaires locaux au Bangladesh a également un impact sur eux lorsque les peuples natifs au Bangladesh subissent des menaces économiques, sanitaires, de moyens de subsistance et de sécurité en raison des vulnérabilités liées aux changements climatiques. La diaspora bangladaise, motivée par ses obligations sociales et humanitaires, soutient psychologiquement et financièrement leurs familles et leurs compatriotes restés au Bangladesh durant et après les catastrophes.

Les Sylheti Londonis (britanniques bangladais) ont mobilisé leurs envois de fonds sociaux et économiques pour aider les personnes touchées par les inondations dans les quartiers du nord-est du Bangladesh ; c'est l'exemple le plus récent de la diaspora qui joue un rôle significatif dans la lutte contre les catastrophes liées aux changements climatiques.

Les interlocuteurs de la diaspora bangladaise du Royaume-Uni et des États-Unis ont confirmé avoir mobilisé des fonds philanthropiques (officiellement et officieusement) et les avoir transférés (par des voies officielles et non officielles) en faveur de la cause humanitaire afin de soutenir leurs compatriotes touchés par les inondations et les familles restées au Bangladesh pour rétablir leurs vies et leurs moyens de subsistance. Dans ce contexte, on peut mentionner plusieurs exemples de la mobilisation de fonds, tel que le partenariat entre le Haut-commissariat britannique et le BRAC (une ONG bangladaise) dans le but d'investir 500.000£ pour le rétablissement après les inondations.

Les pressions rigoureuses exercées par la diaspora bangladaise dans leur pays d'accueil aident le Bangladesh à accéder à l'aide humanitaire de partenaires de développement tels que l'Union Européenne, le Bureau des Affaires Étrangères du Commonwealth et du Développement (FCDO), et la Banque Asiatique de Développement (ADB) pour le rétablissement des personnes touchées par les inondations et la réhabilitation des infrastructures locales dans les zones inondées. La nouvelle génération de la diaspora bangladaise est aussi fortement mobilisée pour maintenir son capital social et économique afin de faire face aux défis induits par les changements climatiques au Bangladesh. Le rôle de la nouvelle génération est crucial, étant donné qu'ils participent progressivement à aider le Bangladesh en raison de leur engagement humanitaire et de leur adhésion descendante malgré l'absence d'attachement direct. La communauté de la diaspora aide les organisateurs qui vivent dans Bangladesh de divers pays d'accueil à lever des fonds à petite et grande échelle dans le but d'aider les communautés locales à reprendre l'éducation des enfants dans les écoles et les 'madares' ("les écoles musulmanes"). Les organisations fondées par la communauté de la diaspora aident également le gouvernement du Bangladesh par fournir des soutiens complémentaires pour assurer les soins de santé essentiels à travers des camps médicaux, particulièrement pour les enfants et les femmes en âge productif (ayant besoin de soins maternels). Les hommes d'affaires anglo-bangladais et leurs associations ont informé qu'ils levaient des fonds de contributions pour que les agriculteurs commencent la production et pour que les entrepreneurs locaux relancent les activités économiques au sein de leurs entreprises. Ils ont aussi soutenu les personnes à risque élevé, notamment les personnes âgées, les femmes vulnérables et les personnes handicapées. Cela a amélioré la protection sociale des personnes les plus vulnérables et a contribué au programme du GoB qui est dédié au rétablissement et au renforcement de la sécurité sociale dans les régions touchées par les inondations.

Les membres de la diaspora bangladaise, individuellement et en tant que communauté, soutiennent le Bangladesh lors de catastrophes, à travers les organisations formelles et informelles. Parallèlement, les jeunes de la diaspora bangladaise ont commencé à se mobiliser et à se connecter aux réseaux mondiaux et aux réseaux sociaux au Bangladesh pour devenir des acteurs du changement. L'action Climatique de la Diaspora Bangladaise (Bangladesh Diaspora Climate Action-BDCA) est un exemple d'une telle initiative dirigée par des jeunes.

La BDCA, comme le forum des jeunes de la diaspora, aide à développer des jeunes champions qui agiront à l'échelle mondiale et locale en même temps au Bangladesh afin de faire face aux défis prévus et imprévus qui sont induits par les changements climatiques, au présent et à l'avenir. Les premières et les nouvelles générations de la diaspora bangladaise aident leurs compatriotes à recouvrer et à conserver les protections sociales afin de minimiser les contraintes sociales et économiques auxquelles le gouvernement du Bangladesh est confronté.

Tous les membres de la diaspora bangladaise de différents pays d'accueil ne peuvent pas soutenir le Bangladesh pendant les crises, à cause de diverses raisons connues et inconnues. Le manque d'informations authentiques ou contradictoires est un facteur critique qui décourage la diaspora d'être motivée pour aider le Bangladesh et les personnes résidant au Bangladesh durant les catastrophes. Ils existent d'autres préoccupations tel que l'absence des arrangements d'attrait public ou de communication de la part du Bangladesh, notamment de la part du gouvernement du Bangladesh. D'autres préoccupations incluent l'authenticité et la responsabilité des circuits financiers pour les versements et la fiabilité des bénéficiaires locaux dans les transferts de fonds. Tous les membres de la diaspora n'ont pas de solides contacts sociaux avec leurs compatriotes au Bangladesh.

Dans de nombreux cas, la non-reconnaissance des contributions de la diaspora par le gouvernement et la société civile du Bangladesh joue aussi un facteur démoralisant. En dépit de leurs énormes contributions pour remédier aux situations catastrophiques du Bangladesh, les membres de la diaspora bangladaise restent comme des champions méconnus. Les contributions de la première génération de la diaspora bangladaise en tant que champions qui luttent pour faire face aux effets des changements climatiques au Bangladesh ne sont toujours pas reconnues. Les organismes gouvernementaux concernés n'ont pas encore reconnu les contributions et le potentiel de la nouvelle génération de la diaspora bangladaise.



Avec l'aimable autorisation de l'auteur

Reconnaître les contributions de la diaspora en tant que ‘champions du climat’ par les secteurs public et privé au Bangladesh permettra d’améliorer leur force physique et émotionnel pour travailler plus assidument afin de contrer les défis induits par les changements climatiques, notamment les catastrophes naturelles. Le gouvernement bangladais est encore besoin de réviser plus de cinquante stratégies et plans liés aux changements climatiques et de trouver d'éventuelles adaptations de politique et de nouveaux documents de politique pour créer un lien concret entre la diaspora bangladaise et les plans, programmes et actions nationaux du gouvernement pour lutter contre les adversités causées par les changements climatiques. La participation active de la diaspora bangladaise au plaidoyer mondial du Bangladesh est cruciale pour renforcer la diplomatie climatique du Bangladesh sur les plateformes internationales. Les connaissances, les compétences et les réseaux mondiaux de la diaspora bangladaise sont tout aussi essentiels pour aider la population locale à appliquer les mesures nationales de préparation du Bangladesh pour faire face aux vulnérabilités induites par les changements climatiques.



Dr. Fazle Rabby est originaire du District Côtier de Patuakhali au Bangladesh et travaille actuellement en tant que Directeur Adjoint Chargé de la Recherche au Centre de Recherche pour le Développement Humain (HDRC) au Bangladesh. Son expérience de recherche et ses intérêts se concentrent sur la migration, les diasporas, l'intégration de la dimension de genre, les changements climatiques, la diplomatie et le plaidoyer multidimensionnels, l'analyse des politiques, la mondialisation et le développement. Vous pouvez le trouver sur [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#) .

Peaux brunes en blouses blanches : La diaspora philippine en première ligne face à la pandémie

Romina Eloisa M. Abuan, Elora Mae G. Atos, et Katrina R. Guanio

Les Philippines sont l'un des principaux pays d'origine des migrants en tant que ressources humaines pour la santé (RHS) qui migrent vers les pays occidentaux à revenus élevés et vieillissants depuis le siècle dernier, formant ainsi une importante diaspora philippine. La diaspora philippine des RHS a joué un rôle substantiel dans la prestation de soins de santé, particulièrement dans la réponse de nombreux pays d'accueil à la COVID-19. Cet article analyse de manière critique le rôle des diasporas philippines dans le secteur de la santé et la façon dont les diasporas facilitent la coopération, la protection sociale et le partage des connaissances dans le domaine de la santé. En outre, il présente des recommandations politiques pour l'engagement de la diaspora, la prestation de soins de santé et le développement durable dans les pays d'origine et les pays d'accueil.

En mai, les Philippines ont dévoilé leur nouvelle marque, "Nous donnons notre meilleure au monde", pour tenter de rendre hommage aux travailleurs philippins à l'étranger (OFW). Cette marque a été aperçue lors d'une publicité britannique mettant en vedette May Richell Cestina-Parsons, l'infirmière philippine qui a administré le premier vaccin COVID-19 approuvé au monde. La publicité a été observée très attentivement car elle semblait promouvoir les Philippines comme « un pays exportateur de main-d'œuvre ». Cependant, les Philippines sont aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre au sein de son système de soins de santé. À l'échelle mondiale, un infirmier sur huit (soit 3,7 millions d'infirmiers) est né à l'étranger ou a été formé à l'étranger. Dans un reportage de 2022, l'Association des Infirmières Philippines Unies (Filipino Nurses United - FNU) a déclaré que 35% ou quatre infirmières diplômées sur dix aux Philippines ont choisi de travailler à l'étranger.

Les RHS philippins, notamment les RHS nés aux Philippines et éduqués aux Philippines et les personnes issues de l'immigration philippine, ont été en première ligne face à la pandémie de COVID-19 dans de nombreux grands pays d'accueil. En 2021, Edmund Tabay est devenu la première infirmière philippine à occuper un poste de direction de haut niveau des soins infirmiers au Service National de Santé (National Health Service - NHS) au Royaume-Uni. Charito Leonardo-Romano, infirmière en soins généraux dans un foyer privé de soins à Surrey, en Angleterre, a reçu la Médaille de l'Empire Britannique (BEM) pour ses services pendant la pandémie de COVID-19. Durant la pandémie, les RHS migrantes ont contribué de manière significative à l'offre de main-d'œuvre et à la qualité des soins de santé dans les pays d'accueil. Entre-temps, les pays d'origine comme les Philippines n'avaient pas assez de personnels de santé, ce qui a mené à l'épuisement des RHS avec un nombre interminable de patients et, généralement, un système de santé surchargé.

La migration de travailleurs qualifiés tels que les RHS est attribuée à la ‘fuite des cerveaux’ dans les pays d'origine. Les personnels de santé qui migrent à l'étranger sont souvent plus jeunes, qualifiés et économiquement actifs, contribuant ainsi à réduire le ratio de dépendance, à augmenter le stock de capital humain et à accroître le produit intérieur brut (PIB) et la productivité économique globale dans les pays d'accueil, en particulier ceux ayant des populations vieillissantes. Il est facile d'accuser au hasard la migration d'être responsable du manque de personnel de santé dans les pays d'origine.

Cependant, le lien entre la migration et le développement est pareillement complexe pour les pays d'origine et les pays d'accueil. Dans les pays d'origine, la migration contribue à l'augmentation du PIB et à l'expansion du développement social et économique grâce aux envois de fonds. De même, les migrants et les diasporas contribuent aux pays d'origine à travers les envois de fonds sociaux ou la transmission de connaissances, de compétences, de valeurs, de croyances et de productivité.

Les migrants et les diasporas contribuent à la circulation de connaissances, d'idées et de capital social grâce aux engagements civiques favorisant l'élimination de la pauvreté et l'amélioration des soins de santé dans leur pays d'origine. Par exemple, le Réseau de la Diaspora des Infirmiers Philippins (Filipino Nurses Diaspora Network-FIND) en Australie, l'Association d'Infirmiers Philippins au Royaume-Uni (Filipino Nurses Association UK-FNAUK) et l'Association des Infirmiers des Philippines au Royaume-Uni (Philippines Nurses Association UK) ont contribué à soutenir non seulement les infirmiers philippins à l'étranger, mais aussi les communautés et les personnels de la santé aux Philippines à travers les collectes de fonds, les activités de renforcement des capacités, les collaborations interorganisationnelles et l'assistance sociale, économique et juridique.

Les Philippines possèdent de solides réseaux de professionnels et de défenseurs de la santé des migrants et de chercheurs en santé des migrants. Le Réseau Philippin de Santé des Migrants (Philippine Migrant Health Network-PMHN) est le principal réseau du pays pour l'amélioration et la protection de la santé des migrants et des Philippins à l'étranger. Parallèlement, le Réseau des Ressources Humaines pour la Santé (RHS) est responsable de la mise en œuvre du masterplan des Ressources Humaines pour la Santé (RHS) 2020-2040 et vise à renforcer un “personnel de santé qui est adéquat, compétent au niveau international et durable”. Ces réseaux joueront un rôle déterminant dans la création d'espaces pour l'autonomisation et la collaboration entre la diaspora et le pays d'origine dans le but d'offrir des soins de qualité qui conforment aux normes de la couverture sanitaire universelle.

Ainsi, il est impératif d'adopter des politiques et des partenariats en faveur de la santé dans le contexte migratoire qui :

- Favorisent la mobilité des cerveaux en renforçant les réseaux de santé qui créent des espaces pour le partage des connaissances sur les meilleures pratiques entre les philippines et les diasporas philippines ;
- Engagent la diaspora philippine des RHS et d'autres diasporas à faire pression pour obtenir de meilleures conditions de travail, des augmentations des salaires, des avantages sociaux complets et des activités régulières du renforcement des capacités dans les pays d'accueil ;

- Établissent une relation professionnelle entre la diaspora philippine des RHS et les RHS locales pour influencer la planification des programmes et l'élaboration des politiques dans le système de santé du pays ; et
- Tirent profit des programmes de retour des talents tels que le [Programme Balik-Scientist \(Retour des Scientifiques\)](#) afin d'assurer des possibilités de croissance et d'emplois locaux pour les travailleurs philippins à l'étranger qui ont l'intention de retourner à leur pays d'origine et de se réintégrer dans leur pays.

Finalement, les Philippines peuvent mobiliser leur diaspora des RHS en commençant par créer une feuille de route pour l'engagement de la diaspora [une feuille de route pour l'engagement de la diaspora](#). Cela nécessite de connaître la diaspora, ses besoins, ses objectifs ainsi que ses capacités et ses relations avec les pays d'origine et les pays d'accueil. De même, les Philippines doivent établir une relation de confiance et une relation mutualiste avec la diaspora en constituant des réseaux consulaires et actifs, en assurant la prestation et l'amélioration des services, en établissant des interactions avec les gouvernements des pays d'accueil et en offrant des privilèges aux expatriés et aux descendants, parmi d'autres.

"Je profite du meilleur des deux mondes en tant que Britannique et Philippin", a déclaré Charito dans un [webinaire sur les migrants en tant qu'acteurs transnationaux](#). La diaspora philippine des RHS, avec leurs peaux brunes en blouses blanches, est le pilier sur laquelle reposent les systèmes de santé, le véhicule de la mobilité des cerveaux et l'avenir des soins de santé. Il est nécessaire d'exploiter le meilleur des deux mondes pour créer et offrir le meilleur dans ces mondes.



Avec l'aimable autorisation des auteurs



Romina Eloisa M. Abuan est actuellement inscrite à un Master en Études Asiatiques axées sur l'Asie du Sud-Est au Centre Asiatique à l'Université des Philippines-Diliman. Ses expériences vécues et observées en tant que descendante d'immigrés de deuxième génération (rapatriée) et migrante lui ont permis de percevoir la migration d'un point de vue initié et d'un point de vue extérieur. Ses intérêts de recherche comprennent l'Asie du Sud-Est, la migration, la diaspora et les relations internationales de l'Asie du Sud-Est.



Katrina R. Guanio est une praticienne du développement spécialisée dans la démographie et le développement en se concentrant sur la migration, le genre, le vieillissement et l'environnement. Elle est agente principale de projet à l'Université des Philippines - Centre International de Formation pour les Autorités et les Leaders aux Philippines (UP-CIFAL Philippines). Elle est également diplômée de l'Institut Démographique de l'Université des Philippines (UPPI).



Elora Mae G. Atos est une assistante de projet à l'Université des Philippines - Centre International de Formation pour les Autorités et les Leaders aux Philippines (UP-CIFAL Philippines). Elle dirige actuellement des initiatives de programmes et des activités de renforcement des capacités sur les thèmes interdépendants de l'Agenda 2030 pour le développement durable, de la migration, de l'égalité des sexes et des entreprises transformatrices. Elle a obtenu sa Licence en Anthropologie avec la mention très bien de l'Université des Philippines-Diliman.

Discours sur la décolonisation : Une perspective sur les Afro-Belges

Jimmy Hendry Nzally

Le discours sur la décolonisation a refait surface dans les débats contemporains, dans un contexte de présence afro-européenne croissante et de discrimination en Europe. La population afro-européenne compterait environ 15 millions de personnes. En 2020, l'on compte plus de 250 000 Congolais vivant en Belgique, pays sur lequel va porter la présente analyse. Les Afro-Belges sont généralement des personnes d'ascendance africaine, issues de la diaspora africaine. Ce sont des personnes qui ont été enlevées à leur enfance par la Belgique. Ces Métis sont des enfants issus de parents de races différentes (pères belges et mères africaines), et qui ont été arrachés de leur terre natale (Congo, Rwanda et Burundi) par des colons belges et des missionnaires.

En 2019, le Parlement européen a voté (une loi) visant à lutter contre le racisme structurel auquel sont confrontés les Afro-Européens. Comme le rapporte Politico, « le vote a été adopté par 535 voix contre 80, avec 44 abstentions ». C'est pourquoi le présent article apporte un regard critique sur les Afro-Européens dans le contexte de la décolonisation en Belgique. Dans quelle mesure les décolonisés sont-ils impliqués dans le discours sur la décolonisation ?

Qu'entend-on donc par décolonisation ? En termes simples, il s'agit de « se dissocier » du colonialisme. Pour Jan Jansen et Jurgen Osterhammel, la décolonisation a mis fin à la domination de l'empire instituée par les colonisateurs et a ainsi donné naissance à des États indépendants. Elle a mis fin à l'utilisation de la hiérarchie raciale comme idéologie politique acceptée, donnant ainsi naissance à un nouvel ordre mondial. La décolonisation est donc censée marquer une nouvelle ère pour la domination non raciale. Selon Achille Mbembe, il s'agit des expériences des pays colonisés. Or, ce qui manque dans une grande partie du discours des décolonisés, ce sont les perspectives afro-européennes.

La Belgique a entrepris à plusieurs reprises, et ce, de façon notoire, de se réconcilier avec son passé colonial. La visite du roi des Belges en 2022 au Congo l'illustre à souhait, visite au cours de laquelle, selon la citation largement reprise, le Roi a exprimé ses « plus profonds regrets » (dans une lettre adressée au Président congolais Félix Tshisekedi de 2020). Sa visite a été suivie la même année par le retour de la dent du leader panafricaniste assassiné, Patrice Lumumba, le premier Premier ministre du Congo. Son cadavre a été dissout dans de l'acide et l'une de ses dents a été conservée comme trophée par un policier belge. Un lieu public porte son nom en guise d'hommage à Bruxelles, à la Porte de Namur à côté de Mantonge, connue sous le nom de « quartier africain ».

Les Afro-Belges, sont reconnus, bien que timidement. Parmi les exemples frappants figure Pierre Kompany en 2009, le premier maire noir élu en Belgique; Wouter Van Bellingen, un Belge d'origine rwandaise, devenu en 2007 le premier échevin noir de Flandre; et en 2009, Assita Kanko, une Belgo-Burkinabè, qui a été élue membre du Parti européen. Pourtant, comme le souligne le rapport 2022 du Centre interfédéral pour l'égalité des chances Unia, les Afro-Belges souffrent des effets du racisme colonial et postcolonial.

En effet, « la couleur de la peau est encore trop souvent un problème dans la société belge ». Récemment, après deux ans de travail, la Commission parlementaire belge sur le passé colonial de la Belgique n'est parvenue à aucune conclusion, pas même à une recommandation d'excuses ou de réparations.

Ceci est la preuve indéniable qu'il reste encore beaucoup à faire. Il est notamment nécessaire de s'attaquer à l'image négative de l'Afrique ainsi qu'au manque de représentation des Afro-Belges. Un point saillant en est l'image que l'on projette des Africains au Musée royal de l'Afrique centrale, propriété de l'État, qui perpétue encore des stéréotypes coloniaux. L'emplacement du musée lui-même est problématique. Il est situé à Tervuren, lieu où autrefois des villages africains ont été recréés pour être exhibés dans le cadre du projet colonial brutal et inhumain du Roi Léopold II.

Le fait qu'il n'y ait aucune représentation des horreurs du colonialisme du roi Léopold et de la Belgique dans le musée et le manque d'accès des afro-belges entravent la décolonisation complète de la Belgique. Un activiste a souligné que « il existe de nombreuses collections d'art conservées par l'État belge, auxquelles les Noirs n'ont pas accès ». Même les métis n'ont pas accès aux archives coloniales, ce qui les empêche de connaître leurs familles et leurs ancêtres malgré l'adoption d'une proposition de loi soumise par le Parti socialiste francophone.

Lorsque le musée a été rénové en 2013 et devait rouvrir en 2017, un comité a été mis en place, incluant des universitaires afro-belges qui ont dû signer des accords de non-divulgation. Le comité a par la suite cessé de se réunir, l'avis de ses membres n'ayant pas été entendu. Si effectivement ce musée devait être un devoir de mémoire envers les Afro-Belges, comment se fait-il qu'on leur refuse l'accès à leur histoire telle que consignée dans les archives ? Il ne saurait y avoir de véritable décolonisation tant que les colonisés n'ont pas partagé leurs propres versions de l'histoire.

Le musée accueille « l'une des plus grandes collections d'art africain au monde ». Selon les études, 80 % du patrimoine africain a été transféré en Europe. De toute évidence, ces artefacts et d'autres encore ont été acquis en grande partie de façon coercitive pendant les périodes de colonisation, et même durant la période postcoloniale.



Avec l'aimable autorisation de l'auteur

La décolonisation amplifie les appels à la justice et à l'égalité en Europe, en Amérique et ailleurs. C'est ce qui a donné de l'écho au mouvement de protestation #BlackLivesMatter qui est un mouvement politique et social visant à mettre en évidence l'assujettissement. En Belgique, les manifestations #BLM ont mis en lumière le passé colonial de la Belgique et ont initié un débat de fond et public sur la question du racisme à l'égard des Afro-Belges, appelant à ce que les voix afro-belges soient entendues et représentées. Les Afro-Belges continuent d'être confrontés à la discrimination, au manque d'opportunités d'emploi et au manque de reconnaissance en Belgique.

Les manifestations #BLM ont servi de tribune majeure pour les Afro-Belges et leur ont permis de monter au créneau pour faire entendre leur voix. De l'avis d'un décideur politique (avis recueilli le 23 mai 2023), « ce mouvement a mis en lumière nos douleurs et nos souffrances et a réveillé toute la Belgique en tant que pays ». La manifestation aurait rassemblé 10 000 personnes à Bruxelles. Concrètement, le mouvement appelle à la démolition des statues du roi Léopold II. Ces statues étaient déjà prises à partie lors des manifestations de 2004, mais ce n'est qu'en juin 2020 que certaines ont été vandalisées avec de la peinture rouge, symbolisant du sang sur ses mains.

Toutes ces actions démontrent qu'il est nécessaire que les voix afro-belges soient entendues et amplifiées par les décideurs politiques, les politiciens et les responsables économiques. L'échec de la représentation afro-belge dans le commissariat du musée le démontre à souhait. Les Afro-Belges devraient être au centre de la narration de leur propre histoire. Le musée a le devoir d'inclure dans ses expositions les opprimés, en particulier le peuple congolais, qui a souffert entre les mains du roi Léopold II et de la Belgique. Pour que des progrès significatifs aient lieu et pour éviter tout nouveau débordement du mouvement #BLM, les questions de racisme, de discrimination, et même, la question de la statue du Roi Léopold II doivent être abordées. Les Afro-Belges doivent être considérés comme faisant partie intégrante de la société belge et leur histoire doit être enseignée. Le système éducatif devrait davantage enseigner sur le rôle de la colonisation dans la construction de la Belgique en tant que pays. En d'autres termes, la Belgique et l'Europe ne doivent pas ignorer leur passé et leurs héritages coloniaux, ainsi que leurs répercussions sur les sociétés occidentales contemporaines.



Jimmy Hendry Nzally est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de la Vrije Universiteit Brussel (VUB). Ses travaux de thèse s'intitulaient "Explaining Democratic Change in The Gambia: Understanding the Fall of Yahya Jammeh in the December 2016 Elections" (« Explication du changement démocratique en Gambie : comprendre la chute de Yahya Jammeh lors des élections de décembre 2016 »). Ses travaux portaient sur la démocratisation et le régime, les relations internationales, la migration, les études postcoloniales et la littérature. L'auteur enseigne les relations internationales de l'Afrique à la VUB-Brussel School of Governance.

Autonomiser la diaspora par la solidarité et la protection sociale transnationale : le cas du Centre Cultural Musulman du Kerala

Farseen Ali Puthanveetil

La pandémie de la COVID-19 a été riche en enseignements : elle a mis à nu les vulnérabilités inhérentes à des institutions apparemment robustes, en particulier dans les pays du Sud. Elle a révélé les inégalités de la société, et les personnes issues des couches les plus basses de la société ayant souvent été laissées pour compte. Les migrants interétatiques et les migrants internationaux d'origine indienne ont été les plus durement touchés par la pandémie. Lorsque les acteurs étatiques ont lamentablement échoué à répondre aux besoins de ces migrants, ce sont les acteurs non étatiques qui sont venus à l'aide de ces personnes en détresse. Le Centre Culturel Musulman du Kerala (KMCC) en est un exemple notoire. Il s'agit d'une organisation de la diaspora indienne, qui a joué un rôle remarquable dans la prise en charge de la situation et le soutien aux migrants indiens à l'étranger. Cette organisation a entrepris un large éventail d'initiatives, notamment : l'affrètement de vols pour faciliter le rapatriement des personnes confrontées à des conditions de blocage ; la mise en place et le fonctionnement de centres d'isolement ; la fourniture d'une assistance en cas de quarantaine ; la fourniture d'une aide médicale, la facilitation des soins post-mortem pour les personnes infectées à la COVID-19 ; la mise en place de services d'assistance ; la distribution de kits alimentaires et de colis d'épicerie, ainsi que la fourniture d'une aide financière aux personnes touchées par la pandémie. Cette initiative de la diaspora s'est révélée un partenariat fiable pour la fourniture de plusieurs services gouvernementaux dans les pays d'accueil de la région du Conseil de coopération du Golfe (CCG), d'autant plus que le Centre est fréquemment sollicité pour apporter une assistance humanitaire aux populations migrantes de ces pays.

Les pays du CCG ont été une destination majeure pour les migrants de la région de Kerala à la recherche de meilleures opportunités économiques. La diaspora issue de Kerala a créé un profond sentiment de cohésion sociale, ce qui a conduit à la formation de plusieurs organisations par la diaspora. Les organisations issues de la diaspora indienne au Moyen-Orient sont diverses et multiformes, marquées par une variété de traits caractéristiques représentant les différentes facettes de l'identité et des intérêts de leurs membres. Ces organisations ont souvent un caractère confessionnel, et sont basées sur la région d'origine, sur les sensibilités politiques, sur l'appartenance professionnelle, etc. Le Centre KMCC fait donc partie de ces organisations bénévoles de la diaspora indienne issue du Kerala. Ces organisations permettent de maintenir un réseau d'unités nationales couvrant environ 70 pays à travers l'Europe, l'Amérique du Nord, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est et l'Australie. Cependant, l'organisation jouit d'une présence particulièrement influente dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Bien que les unités nationales fonctionnent de manière indépendante, elles restent affiliées au comité de l'État du Kerala de la Ligue musulmane de l'Union indienne (IUML), un parti politique indien. Selon leurs derniers registres d'adhésion, le KMCC revendique environ 194 000 membres actifs dans la seule région du Moyen-Orient.

Le KMCC est apparu tout d'abord comme un forum informel au début des années 1970, à l'initiative de la première vague de travailleurs migrants au Moyen-Orient, porté vers les activités littéraires et culturelles. Au fil du temps, il s'est transformé en une entité formelle et structurée.

L'organisation adopte une double approche en intervenant à la fois sur les questions liées aux migrants dans les pays d'accueil et en soutenant simultanément les activités sociales dans l'État du Kerala. Au fil de son évolution, l'organisation a adopté une approche plus organisée, créant des sous-comités aux niveaux provincial et municipal sous l'égide de comités nationaux. Des comités locaux ont également été créés dans ces pays. Au cours des dernières décennies, le KMCC a connu une transformation majeure, passant d'une organisation principalement axée sur l'humanitaire, l'éducation et les activités culturelles à une organisation de premier plan de la diaspora, fournissant ainsi des services pour une protection sociale intégrée dans le pays d'accueil et dans l'État d'origine. Les comités nationaux du KMCC dans différents pays supervisent un large éventail d'initiatives, y compris le soutien à l'emploi, les programmes de protection sociale, les prestations de soins de santé, l'assistance familiale, la couverture d'assurance, les régimes de retraite et les engagements socioculturels. Alors que les services tels que les activités de secours, les interventions d'urgence et l'aide juridique sont accessibles à tous et à toutes, les prestations de sécurité sociale ne sont disponibles que pour les membres du KMCC et leurs personnes à charge.

Les initiatives relatives aux programmes de sécurité dans chaque pays du CCG sont conçues et mises en œuvre par les comités nationaux respectifs. Les personnes résidant légalement dans ces pays ont la possibilité de s'affilier au régime de sécurité sociale en versant une cotisation nominale et des contributions mensuelles/annuelles régulières. Les affiliés inscrits et leurs personnes à charge ont accès à diverses prestations de protection sociale. Ces prestations sont notamment : l'assurance décès, l'assistance médicale en cas de maladie, le soutien en cas de perte soudaine d'emploi, l'aide en cas d'accident et l'assistance pour des conditions médicales spécifiques telles que le cancer, l'insuffisance rénale, la chirurgie à cœur ouvert et l'angioplastie. En outre, les prestations souscrites subventionnent des traitements médicaux réguliers et des examens médicaux, apportant un soutien vital pour le bien-être des bénéficiaires.

En s'étendant au-delà des frontières d'une seule nation, les initiatives de sécurité sociale du KMCC deviennent disponibles pour les membres de la diaspora et leurs personnes à charge dans les pays d'accueil et d'origine. Cette approche distinctive est enracinée dans un modèle d'auto-assistance qui met l'accent sur la cohésion sociale et la confiance au sein de leur communauté. En mettant en avant un sentiment de solidarité et d'unité, ce modèle crée un cadre dans lequel les membres de la diaspora contribuent activement au bien-être des membres de leur communauté. En plus de faciliter la mise en place de mesures de sécurité sociale, cette approche d'auto-assistance renforce les liens et le soutien mutuel au sein de la diaspora. Les activités du KMCC soulignent l'importance d'une approche centrée sur la communauté pour répondre efficacement aux besoins liés au bien-être de la communauté d'origine de la diaspora.

Les prestations de sécurité sociale promues par le KMCC constituent un cas modèle de prestations de protection sociale transnationales mises en œuvre par une organisation issue de la diaspora. Ce modèle illustre le dévouement et l'engagement des communautés de la diaspora à assurer le bien-être et la protection de leurs semblables, membres de la diaspora, grâce à un élan de solidarité et de cohésion sociale. Ces mesures deviennent d'autant plus cruciales vues les limites auxquelles sont confrontés les gouvernements dans la fourniture d'une protection sociale complète aux populations de la diaspora.

Dans de tels contextes, ces programmes transnationaux jouent un rôle essentiel dans le soutien aux migrants et aux personnes à leur charge en période difficile. De tels programmes permettent de combler les lacunes laissées par la protection sociale traditionnelle fournie par le gouvernement et répondent aux besoins et aux circonstances uniques auxquels sont confrontées les communautés de la diaspora. En offrant un soutien et une assistance essentiels, ces initiatives contribuent de manière significative à améliorer le bien-être général et la sécurité des membres de la diaspora.



Crédit: Musthujab Makkolath/ KMCC Athijeevanam.

Farseen Ali Puthanveetil est un travailleur social formé. Il est actuellement inscrit en Master européen en migration et relations interculturelles (EMMIR). Il a reçu la prestigieuse bourse Erasmus Mundus de la Commission européenne pour poursuivre ces études dans le cadre de ce programme. Avant la formation qu'il poursuit actuellement, il a suivi une formation en travail social à la Jamia Millia Islamia, à New Delhi. Il est par ailleurs titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droits humains, en droit international humanitaire et en droit des réfugiés de la Société indienne de droit international à New Delhi. Tout au long de sa formation sur le terrain du travail social, il s'est activement engagé auprès de diverses communautés urbaines, en particulier en ce qui concerne les migrants et les réfugiés. Il a acquis une expérience pratique en travaillant avec le gouvernement du Kerala, des organisations non gouvernementales et une société de médias au Kerala. Ses recherches portent sur la migration, la diaspora, le transnationalisme et l'intégration. Il fait partie du groupe de recherche Peder Sather, qui mène une étude d'archives sur les immigrants mexicains aux États-Unis, un projet de recherche collaboratif entre l'université de Stavanger, en Norvège, et l'université de Berkeley, en Californie, aux États-Unis.

Autonomiser les communautés : le rôle vital des diasporas dans la protection sociale au Cameroun

Charles Simplicie Mbatsogo Mebo

Introduction

Les diasporas sont devenues des acteurs importants dans la formation du paysage social, économique et politique de leur pays d'origine. Dans le cas du Cameroun, la diaspora camerounaise a joué un rôle déterminant dans la fourniture d'une protection sociale à leurs familles et communautés restées dans leur pays d'origine. Cet article explore les impacts, la dynamique et les opportunités futures des diasporas dans le contexte de la protection sociale au Cameroun, mettant en lumière leur potentiel de transformation et les objectifs d'amélioration future.

Impacts des contributions provenant des diasporas

La diaspora camerounaise est composée de divers individus et groupes répartis à travers le monde. Ils contribuent activement au développement du Cameroun sous diverses formes : envois de fonds, transfert de connaissances, activités philanthropiques, investissements et entrepreneuriat, plaidoyer et engagement politique, préservation et promotion culturelles, collaboration universitaire et collaboration dans le cadre des recherches. Bien que la diaspora camerounaise ne soit pas un groupe homogène et que les formes d'engagement puissent varier selon les individus et les communautés (en fonction de leur emplacement, de leurs ressources et de leurs intérêts), les contributions collectives de la diaspora sous toutes ses formes jouent un rôle vital dans le développement du Cameroun. L'impact des contributions de la diaspora camerounaise sur la protection sociale est profond et multiforme. L'envoi de fonds est l'un des principaux canaux par lesquels les diasporas soutiennent leurs communautés. Selon la Banque mondiale, le Cameroun a reçu environ 299 millions de dollars en envois de fonds (2020), une part importante de ce montant provenant de la diaspora. Ces apports financiers aident les familles à répondre à leurs besoins fondamentaux, tels que les soins de santé, l'éducation et le logement, renforçant ainsi la protection sociale au niveau des ménages.

Au-delà de ces envois de fonds, les diasporas sont également engagées dans des activités philanthropiques répondant aux besoins plus larges de la communauté. Par exemple, la Cameroon Solidarity in the United Kingdom (CAS-UK), qui est une association à but non lucratif, a lancé l'initiative "Education for All" (« Education pour tous »). Ce projet offre des bourses d'études aux enfants défavorisés au Cameroun. Ces initiatives contribuent directement à améliorer l'accès à l'éducation et à autonomiser des couches vulnérables de la société.

Les membres de la diaspora apportent également au Cameroun des compétences, des connaissances et une expertise précieuses.

Ils transfèrent leurs expériences acquises à l'étranger à leurs communautés d'origine, favorisant ainsi le renforcement des capacités et le développement du capital humain.

Ce transfert de connaissances est particulièrement évident dans des secteurs tels que les soins de santé, où les professionnels de la santé de la diaspora collaborent avec les praticiens locaux pour améliorer les services et les infrastructures de santé.

Dynamiques et défis

Si les contributions de la diaspora camerounaise sont indéniables, plusieurs dynamiques et défis doivent être abordés si l'on veut optimiser leur impact dans le domaine de la protection sociale. L'un des principaux défis est justement le manque de coordination entre les acteurs de la diaspora et les institutions gouvernementales. Sans collaboration efficace, le potentiel de transformation des contributions de la diaspora demeure sous-exploité. La mise en place de plateformes de dialogue et de coopération entre les organisations de la diaspora et les agences gouvernementales concernées est cruciale pour garantir une approche plus coordonnée de la protection sociale.

La diversité au sein même de la diaspora est autre dynamique qu'il faudra aborder. Les différentes communautés de la diaspora ont différents niveaux de ressources, de réseaux et d'opportunités. Reconnaître cette diversité et en tirer parti efficacement peut conduire à des interventions ciblées qui permettraient de répondre à des besoins spécifiques en matière de protection sociale. À titre d'illustration, la Cameroon Professional Society (CPS), une organisation de la diaspora (camerounaise) aux États-Unis, se concentre sur l'autonomisation des professionnels camerounais à l'étranger et la promotion des partenariats visant à promouvoir l'entrepreneuriat et la création d'emplois au Cameroun.

Opportunités futures

L'avenir offre un immense potentiel en ce qui concerne le renforcement de l'impact des contributions de la diaspora dans le domaine de la protection sociale au Cameroun. Le renforcement du rôle des acteurs de la diaspora en tant que défenseurs du changement politique est un autre axe. Grâce à leurs expériences à l'étranger, les membres de la diaspora possèdent des connaissances uniques sur les pratiques modèles en matière de protection sociale telle qu'appliquée dans d'autres pays. En s'engageant activement dans le dialogue politique et en partageant leur expertise, ils peuvent influencer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de protection sociale plus efficaces.

De plus, la technologie offre de nouvelles voies pour l'engagement de la diaspora. Les plateformes en ligne et les outils numériques permettent aux membres de la diaspora de se connecter, de collaborer et de contribuer plus efficacement.

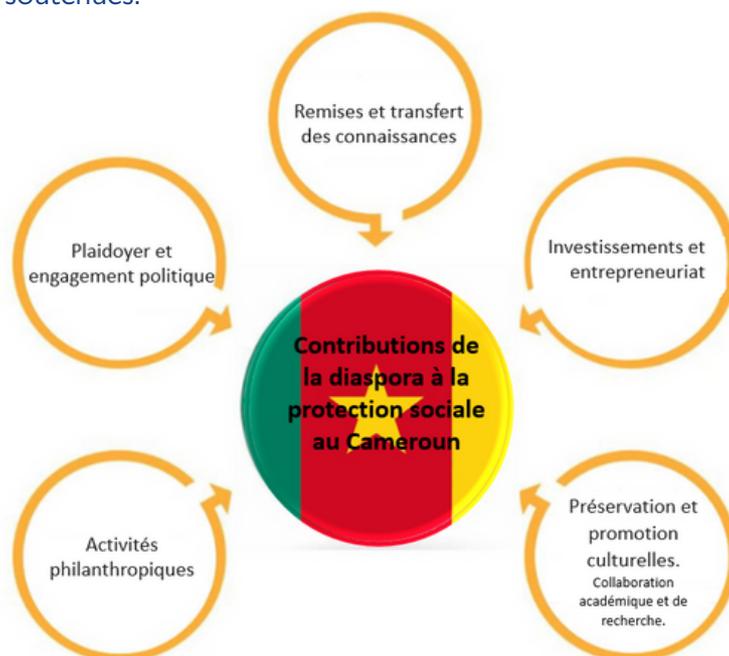
Par exemple, la plateforme « DiasporaEngager » facilite la collaboration entre les membres de la diaspora et les organisations locales, facilitant ainsi des partenariats qui favorisent les projets de développement social au Cameroun. L'adoption de l'innovation numérique peut aider à surmonter les obstacles géographiques et à renforcer l'engagement de la diaspora dans les politiques de protection sociale.

Conclusión

La diaspora camerounaise joue un rôle essentiel dans la protection sociale de leurs familles et de leurs communautés. Grâce aux envois de fonds, aux activités philanthropiques et au transfert de connaissances, les membres de la diaspora deviennent des catalyseurs de changements positifs.

Toutefois, la collaboration et la coordination entre les acteurs de la diaspora et les institutions gouvernementales sont essentielles si l'on veut exploiter pleinement le potentiel de ces derniers. En reconnaissant l'expertise et le capital expérience des membres de la diaspora d'une part, et en les impliquant d'autre part dans le dialogue politique, le Cameroun pourrait créer un modèle de protection sociale plus inclusif et efficace. Si les politiques et les mécanismes appropriés sont mis en place, l'impact des contributions de la diaspora dans le domaine de la protection sociale au Cameroun pourrait en être considérablement renforcé.

Il est donc essentiel de donner la priorité à l'éducation financière et à la formation à l'esprit d'entreprise chez les membres de la diaspora. Dotée des compétences et des connaissances nécessaires, cette diaspora peut prendre des décisions d'investissement éclairées qui pourraient générer des rendements durables pour leurs communautés. En outre, la création de fonds ou de plateformes d'investissement de la diaspora peut rationaliser le processus d'affectation des ressources vers des projets ciblés, en veillant à ce que les initiatives de protection sociale aient un impact et soient bien soutenues.



Crédit: Charles Mbatsogo, 2023.

Par ailleurs, l'adoption des solutions numériques peut révolutionner l'engagement de la diaspora. Des plateformes numériques accessibles et sécurisées pourraient faciliter les transferts de fonds, et fournir des informations sur les programmes de protection sociale. De telles mesures faciliteraient également la collaboration entre les membres de la diaspora et les organisations locales. En tirant parti de la technologie, les obstacles liés à la distance et au temps peuvent être surmontés, ce qui permettrait aux membres de la diaspora de contribuer avec plus d'efficacité et plus d'impact à la protection sociale.

Les membres de la diaspora camerounaise portent un immense potentiel pouvant permettre de renforcer la protection sociale dans leur pays d'origine. Grâce aux envois de fonds, aux activités philanthropiques et au transfert de connaissances, les membres de la diaspora contribuent de façon substantielle à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles et celles de leurs communautés. Or, pour tirer pleinement parti de leurs contributions, il est essentiel de favoriser la collaboration, la coordination et le dialogue entre les acteurs de la diaspora et les institutions gouvernementales. En tirant parti de l'expertise, de l'expérience et des ressources de la diaspora, le Cameroun peut créer une approche plus coordonnée, plus inclusive et plus durable de la protection sociale, garantissant le bien-être et la prospérité de ses citoyens et citoyennes. En relevant les défis liés à la coordination, en reconnaissant la diversité et en adoptant l'innovation numérique, le gouvernement camerounais peut créer de plus grandes opportunités pour l'engagement des diasporas et optimiser leurs contributions à la mise en place de systèmes de protection sociale efficaces.



Dr Charles Simplicie Mbatsogo Mebo est un chercheur junior spécialisé dans la gouvernance des migrations en Afrique subsaharienne. Il est lauréat et diplômé du programme YALI (Young African Leadership Initiative - l'Initiative pour les Jeunes Leaders Africains) et titulaire d'un double master en géopolitique et relations internationales de l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) ainsi que d'un doctorat en géographie humaine, économique et régionale de l'Université de Poitiers (France). Dr Mbatsogo totalise plus de cinq ans d'expérience dans la communication d'entreprise, la gestion de projet, la rédaction créative, la collecte et l'analyse de données, ce qui l'a amené à diverses publications scientifiques et communications internationales. Il a assumé divers postes internationaux.

Facebook : [Charles Mbatsogo](#)

Instagram: [@charles_simplice](#)

LinkedIn: [Charles Simplicie Mbatsogo Mebo](#)

Site Web : <https://greenlifeact.wixsite.com/monsite>

Trous noirs qui avalent mes rêves : Normes socioculturelles à l'encontre des femmes LBQ en Afghanistan

Basira Paigham



Femme queer afghane à la Dublin Pride (avec l'aimable autorisation de l'auteur)

Au regard des normes sociales et culturelles conservatrices qui prévalent en Afghanistan, les femmes LBQ (lesbiennes, bisexuelles et queer) sont invisibles. Alors que les femmes en Afghanistan sont confrontées à la discrimination et à l'isolement social, les personnes LBQ sont confrontées à des défis importants et à une discrimination croisée au sein de la société afghane, où l'homosexualité est profondément stigmatisée et pénalisée conformément à l'article 427 du Code pénal afghan. Les personnes LGBTQ+ (lesbiennes, gays, bisexuels, trans et queer) ont été confrontées à la mort, à la torture et au mariage forcé.

Cet article présente une analyse de la situation à laquelle sont confrontées les femmes LBQ en Afghanistan au lendemain de la résurgence du régime taliban. Sur la base des rapports et des recherches disponibles, nous pouvons constater les difficultés et les expériences spécifiques des femmes LBQ dans le contexte de l'interprétation conservatrice de la charia par les talibans. Bien qu'il soit nécessaire d'effectuer des recherches actualisées sur le terrain, cet article vise à mettre en lumière les risques accrus, la persécution et la marginalisation auxquels sont confrontées les femmes LBQ aujourd'hui.

Après deux décennies, les talibans sont de retour en Afghanistan en août 2021. Depuis leur retour au pouvoir, les talibans ont fait des déclarations théoriques en faveur du respect des droits humains, mais ont explicitement fait remarquer que ce respect n'inclut pas les droits des LGBT.

Dans les faits, ils imposent des normes strictes en ce qui concerne le genre et excluent les femmes de l'éducation, du travail, du divertissement et d'autres activités sociales, politiques et économiques. Alors que les femmes sont confrontées à de graves violences, à l'isolement et à la discrimination, les femmes LBQ subissent une double exclusion et discrimination en raison de la société conservatrice et patriarcale du pays et des normes socioculturelles homophobes.

Les témoignages recueillis dans un rapport d'Outright International reflètent les conditions sur le terrain. Fatima, une lesbienne de 26 ans, raconte qu'à partir du moment où les talibans sont revenus au pouvoir, « le monde s'est transformé en une sombre cavité qui tente d'engloutir tous mes rêves, mon bonheur, ma paix, mes réussites, mon éducation, mon travail ». Son oncle, un dirigeant bien connu et un allié des talibans, arrivée chez sa famille avec huit soldats talibans, en août 2021, après le retour au pouvoir des talibans. Fatima travaillait dans une université locale, mais forcée, elle a dû quitter son emploi et a été remplacée par un loyaliste taliban.

En Afghanistan, les femmes sont également exposées au risque de mariage forcé, pratique répandue dans tout le pays. Les mariages forcés ont souvent pour conséquence le fait que les femmes restent piégées dans des relations abusives, situations dans lesquelles elles sont dénuées de tout pouvoir ou autonomie sur leur vie. Les femmes LBQ sont particulièrement vulnérables aux mariages forcés, car leur orientation sexuelle est souvent considérée comme une menace pour les normes patriarcales de la société afghane. Par exemple, Najwa est une lesbienne de 31 ans qui fait face à la menace d'un mariage forcé par son oncle et des proches qui sont des pro-talibans. Elle a fui sa ville natale pour se mettre à l'abri, mais elle a eu du mal à trouver un endroit sûr en Afghanistan où se cacher, car les talibans imposent de nouvelles limites jour après jour.

La situation des femmes LBQ en Afghanistan est encore compliquée par le manque de soutien et de ressources à leur disposition. Les personnes LBQ en Afghanistan sont obligées de rester cachées et ne peuvent accéder à aucun soutien ou ressources qui pourraient être disponibles dans d'autres pays. Cette discrimination s'étend aux personnes transgenres en Afghanistan, qui n'ont pas non plus accès à des services médicaux ou de santé mentale adaptés à leurs besoins spécifiques. Nasira, un homme trans de 25 ans qui, avec sa mère, a été battu par son oncle et des proches, Dit, « Mes blessures sont fraîches et profondes. Je ne peux ni marcher, ni me tenir debout, ni bouger ». Sa mère et son cousin ont essayé de l'emmener chez le médecin, mais le médecin a rejeté le traitement en raison de son identité de genre.

Il est presque impossible pour les femmes LBQ de s'échapper vers d'autres pays pour demander l'asile ; les talibans n'autorisent pas les femmes à voyager sans être accompagnées d'un homme. Marwa, une lesbienne et militante des droits des femmes, est restée piégée en Afghanistan, incapable de traverser la frontière parce qu'elle n'avait pas de membre masculin de sa famille. Cependant, en 2021, elle a réussi à traverser la frontière en préparant un document de mariage avec sa meilleure amie, qui était gay. Dans un entretien accordé à Human Rights Watch, elle déclare : « J'étais seule. Si je continuais à rester seule ou avec mon ami (mon mari maintenant), les talibans pourraient nous arrêter. C'est pourquoi je lui ai demandé de préparer un acte de mariage. »

Malgré ces défis, ces études de cas montrent une communauté LBQ résiliente et courageuse en Afghanistan. Grâce aux réseaux clandestins et aux plateformes en ligne, les femmes LBQ trouvent du réconfort en se connectant avec d'autres personnes qui partagent des expériences similaires. Ces espaces offrent un sentiment d'appartenance, de validation et de soutien, permettant aux femmes LBQ d'exprimer leur identité dans un environnement plus tolérant. Cependant, ces espaces sont toujours synonymes de Risques importants en raison de la nature conservatrice de la société afghane et du risque de persécution par les talibans.

Malgré cela, les mouvements LBQ et les réseaux de plaidoyer des défenseuses afghanes des droits humains LBQ – tant en Afghanistan que dans la diaspora à l'étranger – tentent de plaider en faveur des droits, de la visibilité et de la liberté des femmes LBQ. Lors de la Journée de visibilité des lesbiennes de cette année, les LGBT afghans, l'une des premières organisations de défense des droits LGBTQIA+ en Afghanistan, ont publiquement appelé les organisations humanitaires internationales et les médias à soutenir les femmes LBQ afghanes.

Pour soutenir et protéger les femmes LBQ afghanes dans cette situation difficile, il est crucial de sensibiliser aux défis auxquels sont confrontées les femmes LBQ en Afghanistan. Beaucoup de gens ne sont pas conscients de la discrimination, de la violence et du harcèlement que ces femmes subissent quotidiennement. En mettant en évidence ces questions par le biais des médias grand public, des campagnes sur les médias sociaux et du plaidoyer public, nous pouvons renforcer le soutien du public à la protection des droits des femmes LBQ.

En conclusion, les femmes LBQ et les personnes transgenres en Afghanistan sont confrontées à des défis importants, notamment la discrimination, la violence et le manque de soutien et de ressources. Alors que la récente prise de contrôle du pays par les talibans a aggravé la situation des femmes LBQ, les défenseurs afghans des droits humains LBQ défendent celles des femmes LBQ qui sont en danger sous le régime. Il est urgent et essentiel que la communauté internationale écoute et prenne des mesures pour soutenir les personnes LBQ en Afghanistan, afin que leurs droits fondamentaux soient protégés et que leur voix soit entendue.



Basira Paigham est une Afghane homosexuelle qui travaille en tant que membre du conseil d'administration de l'organisation afghane LGBT et qui est boursière des Nations Unies pour les droits et la religion à Outright International. Elle défend les droits des homosexuels afghans depuis 2016.

Où pouvons-nous aider ? Promouvoir les canaux d'échange de capital social au sein de la diaspora bangladaise

Asmar Osman

Plus de 12 millions de Bangladais vivent dans le monde, dont environ 2,4 millions résident en permanence dans les pays d'accueil. Malgré de nombreux débats académiques et politiques, nous pouvons les identifier comme la diaspora bangladaise. La taille de cette communauté et son potentiel d'engagement ainsi que de développement sont remarquables.

Pourquoi devrions-nous prêter attention à leur capital social en particulier ? La réponse réside dans les possibilités de partage des connaissances et de mise en réseau, en particulier dans les domaines de l'éducation, des compétences, de la science et de la technologie. Ces collaborations pourraient jouer un rôle essentiel dans le développement durable du Bangladesh. En outre, en exploitant le potentiel de ressources humaines de la diaspora, nous pouvons alléger le fardeau que représente pour le gouvernement l'investissement dans des programmes de protection sociale à long terme. Cette perspective pourrait inciter les décideurs politiques à adopter des décisions positives donnant la priorité à l'engagement de la diaspora dans la trajectoire de développement du pays.

Le Bangladesh, en tant que pays, a ses intérêts. Mais quel sera l'enjeu pour la diaspora ? Les raisons de leur engagement sont doubles : trouver du réconfort en faisant quelque chose de bien et saisir l'occasion d'étendre leurs réseaux et de poursuivre des objectifs personnels. Le lien entre développement et migration offre aux communautés de la diaspora une chance de contribuer au développement durable de leur pays d'origine tout en défendant leurs intérêts et leurs aspirations à l'étranger. En substance, cela devient un plan de protection sociale alternatif, favorisant la croissance des ressources humaines parmi les parties prenantes concernées. Les entretiens avec les chercheurs et les membres de la diaspora ont révélé que leur engagement est motivé par diverses raisons. Les membres de la diaspora les plus âgés recherchent la reconnaissance et le respect, les membres d'âge moyen apprécient la reconnaissance et certains avantages financiers, et les nouveaux immigrants confrontés à des périodes difficiles accordent la priorité aux avantages économiques. Ces incitations peuvent agir comme des aimants, attirant les membres de la diaspora à continuer à soutenir leur pays d'origine et à y apporter leur contribution.



Art graphique: Debashis Kumar Dey

Le Bangladesh a la chance de bénéficier d'un soutien continu de la part des communautés de la diaspora depuis la guerre de libération du pays. Les transferts de fonds qu'elles ont effectués ont eu un impact significatif sur le développement économique du pays. Par ailleurs, leur rôle dans le transfert de connaissances a joué un rôle essentiel dans le développement du Bangladesh. Par exemple, un scientifique américano-bangladais, Dr. Hussam, a inventé un filtre qui a sauvé des milliers de vies de la contamination par l'arsenic. Les scientifiques américano-bangladais Rubab Khan, Dipanker Talukdara et Selim Shariar, parmi beaucoup d'autres, se sont solidement implantés dans l'arène scientifique. L'Américain bangladais Iqbal Quadir a fondé le téléphone Grameen, transformant ainsi le scénario de communication numérique du pays. La Bangladaise d'origine britannique Nadia Samdani poursuit ses efforts de philanthropie artistique au Bangladesh et ailleurs, ce qui lui a valu d'être nommée membre de l'Ordre le plus excellent de l'Empire britannique. L'Américano-bangladaise Rudmeela Nawsheen s'épanouit dans la Silicon Valley grâce à ses activités dans le domaine des technologies de l'information et au transfert de technologies vers le Bangladesh. Les inventions de la diaspora bangladaise ont également un impact mondial, notamment celles de Jawed Karim (co-fondateur de YouTube), de Salman Khan (fondateur de la Khan Academy) et de bien d'autres encore.

La position émergente de la diaspora bangladaise dans les pays d'accueil élargit les possibilités d'engagement avec le pays d'origine. Par exemple, lors des élections britanniques, quatre Britanniques d'origine bangladaise ont été élus. De même, quatre candidats d'origine bangladaise ont remporté les élections américaines de mi-mandat en 2022. Foyso Chowdhury, le tout premier membre du Parlement écossais d'origine bangladaise, s'est élevé avec force contre le racisme. Selon un rapport de "The Economist", la nouvelle génération de Bangladais britanniques obtient d'excellents résultats à l'école. Un récent exercice de cartographie estime que de nombreux membres de la diaspora bangladaise sont bien placés dans les pays d'accueil et ont la volonté de contribuer au Bangladesh grâce à leurs connaissances et à leurs compétences.

Il y a, quand même, des défis à relever. Le Bangladesh ne dispose toujours pas d'une politique centrée sur la diaspora ni d'un mécanisme institutionnel pour soutenir les efforts soutenus par une approche fondée sur les droits, qui reconnaît la contribution de la diaspora et l'aide à répondre à ses besoins. Les mesures politiques bangladaises ne parviennent souvent pas à reconnaître et à utiliser efficacement l'attribution sociale de la diaspora d'une manière mutuellement bénéfique. En général, les instituts locaux d'éducation et de développement des compétences doivent encore faciliter un échange institutionnel et un mécanisme de transmission des connaissances entre la diaspora et les communautés locales. En outre, l'examen des politiques et les discussions avec les parties prenantes révèlent que le ministère du bien-être des expatriés et de l'emploi à l'étranger (MoEWOE) et le ministère de l'éducation (MoE) ne disposent pas d'un plan d'action commun solide assorti d'un mécanisme de coordination dynamique.

Les États ont la possibilité d'engager activement les communautés de la diaspora, de leur donner les moyens d'agir et de les autonomiser en mettant en œuvre des politiques et en prenant des mesures qui donnent la priorité à la communication, à la sensibilisation et à la collaboration.

En favorisant des canaux de communication efficaces, le gouvernement bangladais peut s'assurer que les diasporas sont impliquées et que leurs voix sont entendues. Les efforts de sensibilisation peuvent combler le fossé entre l'État et la diaspora, en favorisant un sentiment de connexion et d'objectif commun. En outre, le gouvernement peut tirer parti des forces et des ressources collectives de la diaspora pour mener des initiatives de développement par le biais de partenariats avec des organisations et des individus de la diaspora.

Ces mesures proactives prises par le gouvernement lui permettent d'exploiter le potentiel des communautés de la diaspora et de créer un environnement propice à leur participation active aux efforts de développement.

La bonne nouvelle, c'est que le Bangladesh dispose déjà d'un ministère spécialisé (le MoEWOE) et d'une politique véritable pour répondre aux besoins des expatriés bangladais. Toutefois, cette politique se concentre principalement sur les travailleurs migrants à court terme. Une politique visionnaire soutenue par un plan d'action limité dans le temps est une étape obligatoire. Mais dans un premier temps, les mesures politiques à long terme peuvent ne pas sembler lucratives pour la diaspora. D'un autre côté, certaines actions rapides et respectueuses peuvent aider à reconstruire leur lien avec le pays d'origine et leur volonté de participer au voyage de développement du pays d'origine.

Quelles sont ces actions plausibles immédiates ? La première et principale tâche consiste à définir la diaspora bangladaise par le biais d'une définition opérationnelle flexible, y compris la diaspora de la nouvelle génération, en leur fournissant une carte de la diaspora ou quelque chose de similaire afin de créer leur base d'engagement respectueuse. Comme les deux tiers de la population totale de la diaspora bangladaise résident aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni, les efforts diplomatiques tous azimuts centrés sur la région - impliquant les porte-paroles de la diaspora en tant que diplomates publics - pourraient apporter des changements visibles rapidement. Pour exploiter ce potentiel, le ministère de l'éducation, en collaboration avec le ministère du bien-être des expatriés et de l'emploi à l'étranger, doit mettre en place un partenariat formel entre les agences d'accréditation des compétences et les établissements d'enseignement des deux pays. Tant que la coordination reste un défi crucial dans l'engagement actif des membres de la diaspora dans le développement du Bangladesh, une aile spécialisée au sein du MoEWOE, aidée par un groupe consultatif comprenant des membres de la diaspora, doit être créée avec une feuille de route claire et des règles de fonctionnement spécifiques. Voilà, c'est tout pour commencer !



Asmar Osman, économiste de formation, travaille comme chercheur en développement au Centre de recherche sur le développement humain (HDRC), au Bangladesh, depuis 2005. Il a une expérience de dix ans en matière de recherche sur les liens entre migration, diaspora et développement au sein de l'OIM et de l'OIT. En dehors de la recherche, Asmar aime être avec ses enfants, lire et se détendre. Il vit à Dhaka, au Bangladesh. Courrier : asmar@hdc-bd.com

SOSOrinoco : l'avantage de l'activisme de la diaspora au Venezuela

Ángeles Zúñiga et Abigail Edwards

L'instabilité, une crise de déplacement prolongée et l'hyperinflation sont devenues omniprésentes dans les discussions sur le paysage politique vénézuélien. Pourtant, une crise cachée menace le pays - de son patrimoine culturel à sa biosphère fragile. En 2016, le régime de Nicolas Maduro a créé l'Arc minier de l'Orénoque, une mine à ciel ouvert qui s'étend dans le sud du Venezuela, soit l'équivalent de 12 % du territoire national. Cette "zone de développement stratégique" extractiviste, créée sans études d'impact ni l'approbation de l'Assemblée nationale requise par la loi, a eu des conséquences dans les domaines de l'environnement, de la santé publique et des droits de l'homme.

Aussi vaste que soit cette tragédie environnementale, la situation a été gravement sous-étudiée pendant des années. Lorsque SOSOrinoco, le groupe de plaidoyer fondé par la diaspora, a été créé en 2018, peu de Vénézuéliens en dehors de sa région méridionale connaissaient l'existence de l'arc minier ; moins nombreux étaient ceux qui étaient prêts à s'exprimer sur ses politiques extractives. Lors d'un entretien avec les auteurs, Cristina Burelli, fondatrice de SOSOrinoco, a déclaré qu'après s'être renseignée auprès de plusieurs universitaires et activistes, ces derniers avaient pris conscience de la gravité de la situation dans la région. Cependant, les gens avaient peur de la dénoncer en raison de la nature répressive du régime de Maduro. C'est pourquoi de nombreuses atrocités n'ont pas été signalées.

Aujourd'hui, SOSOrinoco est à l'origine des rapports les plus détaillés sur les menaces que représente l'arc minier, notamment la dégradation de l'environnement, les violations des droits de l'homme telles que le travail sexuel forcé et le trafic de main-d'œuvre, la prolifération des gangs et les menaces qui pèsent sur le paysage culturel de la région. Par exemple, des rapports ont montré que les activités minières menacent le parc national de Canaima, un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

En associant une équipe de chercheurs locaux aux efforts des leaders de la diaspora, SOSOrinoco est en mesure d'opérer anonymement sur le terrain, dénonçant l'écocide que beaucoup n'osaient pas signaler. Le modèle du projet fournit un cadre pour la réalisation d'un travail de plaidoyer significatif dans les régimes autoritaires et répressifs, grâce aux efforts combinés de l'expertise locale et des membres de la diaspora.

La diaspora vénézuélienne : Un phénomène en pleine expansion

La réussite de SOSOrinoco repose sur l'intégration de la diaspora dans un problème qui était auparavant largement localisé. Actuellement, 7,2 millions de Vénézuéliens vivent à l'étranger, dont beaucoup sont déplacés par une grave crise humanitaire. La majeure partie de la diaspora est concentrée en Amérique latine, la Colombie et le Pérou en accueillant le plus grand nombre - 2,5 millions et 1,5 million respectivement.

En dehors de l'Amérique latine, les plus grandes populations de la diaspora vénézuélienne se trouvent aux États-Unis et en Espagne. La diaspora représente aujourd'hui près de 24 % de la population mondiale des Vénézuéliens et constitue une ponction importante de capital humain pour le Venezuela lui-même.

Bien qu'ils aient eux-mêmes fui un régime répressif, les Vénézuéliens de l'étranger ont largement participé aux événements dans leur pays par le biais des envois de fonds plutôt que par l'activisme et la collecte de fonds pour les organisations vénézuéliennes locales. On estime que 29 % des familles vénézuéliennes dépendent des envois de fonds pour survivre. En 2022, le total des envois de fonds au Venezuela était estimé à 4,2 milliards de dollars américains. La diaspora vénézuélienne fournit également des denrées alimentaires et des fournitures médicales essentielles, à tel point que plusieurs entreprises ont vu le jour et se consacrent à l'expédition de marchandises depuis les centres de la diaspora.

Bien que ces fournitures et les envois de fonds aient été essentiels à la résilience d'un petit nombre de bénéficiaires, il subsiste un décalage important entre les besoins des organisations locales au Venezuela et la réponse et les actions de la diaspora. Avec un petit groupe de dirigeants de la diaspora vénézuélienne amplifiant le travail d'un vaste réseau local, SOSOrinoco est un exemple de moyens novateurs par lesquels la diaspora peut s'engager avec ceux qui sont au pays au-delà des envois de fonds. Cependant, alors que les Vénézuéliens à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont rapidement partagé le travail de SOSOrinoco sur les médias sociaux, l'organisation a encore du mal à inciter la diaspora à collecter des fonds pour ses efforts.

Représentation égale protection

Les efforts tels que l'acheminement de l'aide sont à sens unique et relativement simples. Mais les processus plus complexes - tels que la publication, le plaidoyer et la sensibilisation sur des sujets sensibles - nécessitent une modalité d'engagement différente, étant donné que la sécurité des personnes impliquées à l'intérieur du pays peut être compromise. Avec des attaques documentées de la part de fonctionnaires et de groupes armés contre des défenseurs de l'environnement au Venezuela, le modèle de SOSOrinoco, qui consiste à demander à un leader de la diaspora tel que Cristina Burelli de servir de représentant public - qui peut partager en toute sécurité les conclusions de l'équipe principale - garantit la sécurité du réseau local de l'organisation et de l'équipe sur le terrain, tout en facilitant l'engagement avec les groupes de la diaspora.

Combiner les efforts de la diaspora et les réseaux sur le terrain

Alors que les trois membres de l'équipe de SOSOrinoco en dehors du Venezuela utilisent leurs positions sûres à l'étranger pour représenter publiquement l'organisation, diriger la collecte de fonds et coordonner les efforts de recherche, SOSOrinoco reste enracinée dans l'engagement et les réseaux sur le terrain.

SOSOrinoco a travaillé à la formalisation d'un réseau de journalistes locaux, de défenseurs indigènes et d'activistes qui fournissent aux activistes de la diaspora de l'organisation des mises à jour en direct et contribuent aux publications, tout en travaillant à la promotion du travail de SOSOrinoco dans les organes de presse locaux.

Ce travail de la diaspora est de plus en plus pertinent car il amplifie les dangers que l'Arc minier de l'Orénoque fait peser sur l'ensemble de la région, qui menace l'écosystème amazonien et constitue également un refuge pour les activités des gangs internationaux. Si Burelli reste le visage de l'organisation et assure la crédibilité de SOSOrinoco à l'étranger, l'approche consistant à publier des rapports de manière collective et anonyme permet aux acteurs locaux d'apporter leur contribution en toute sécurité. Les efforts combinés de la diaspora et des acteurs locaux sur le terrain permettent de s'assurer que le travail de SOSOrinoco reste centré sur les populations de l'Amazonie vénézuélienne qui sont directement touchées par les impacts de l'Arc minier de l'Orénoque.



*Mine illégale au bord du Caroni, le deuxième fleuve le plus important du Venezuela.
Avec l'aimable autorisation de Rodolfo Gerstl et SOSOrinoco.*



Ángeles Zúñiga est stagiaire de recherche dans le cadre du projet sur la fragilité et la mobilité au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) à Washington, D.C. Elle est titulaire d'une licence en études mondiales de l'université St. Lawrence à New York, où elle a été boursière Davis-UWC.



Abigail Edwards est assistante de recherche dans le cadre du projet sur la fragilité et la mobilité au CSIS. Elle est titulaire d'une maîtrise en relations internationales du Johns Hopkins SAIS, d'une licence en droits de l'homme de l'université de Columbia et d'une licence en politique et gouvernement de Sciences Po Paris.

La protection sanitaire des migrants irréguliers aux frontières : Le cas du fossé du Darién

Andrea Jaramillo Contreras



Figure 1. Photo prise par Andrea Jaramillo en juillet 2022.

Entre 2021 et 2022, plus de 350 000 migrants originaires de 53 pays différents ont traversé l'une des routes migratoires les plus dangereuses au monde entre le Panama et la Colombie, appelée le fossé du Darién, dans le but d'atteindre les États-Unis. Entre 1 200 et 1 300 migrants clandestins franchissent cette frontière chaque jour, et quelque 300 d'entre eux sont bloqués du côté colombien de la frontière, à Necoclí, dans l'attente d'un soutien économique ou d'autres solutions de migration.

Le fossé du Darién s'étend sur 60 miles de forêt tropicale dense, de montagnes escarpées et de vastes marécages. Pendant 5 à 11 jours, les migrants doivent traverser des routes inhospitalières, des rivières et de longues étendues de terre qui requièrent une grande force physique. Selon les rapports d'ACNUR, de R4V et de Médecins Sans Frontières (MSF), la traite des êtres humains, les agressions, les violences sexuelles, les meurtres, les disparitions et les décès sont quelques-uns des risques auxquels les migrants sont confrontés le long de cette route.

Après avoir franchi le fossé du Darién, les migrants poursuivent leur voyage par la route, en passant par le Panama, le Costa Rica, le Nicaragua, le Guatemala et le Mexique, jusqu'à ce qu'ils atteignent les États-Unis. Cette route peut durer des semaines, des mois, voire des années, en fonction de l'origine des migrants, des restrictions aux frontières et de leurs ressources économiques. Pendant leur voyage, ils sont confrontés à un manque d'accès aux soins de santé, à la nourriture, à l'eau potable et au logement. En outre, le contrôle des passeurs, des trafiquants et des groupes criminels à ces frontières place les migrants dans une situation d'extrême vulnérabilité. Depuis 2016, 221 migrants en situation irrégulière sont morts en tentant de franchir cette frontière.

La protection du droit à la santé sans distinguer le statut juridique, l'origine ou la condition sociale des personnes suit le principe des Nations unies de "personne ne doit être abandonné" de l'Agenda 2030 pour le développement durable, revendique l'équité et la non-discrimination envers les plus défavorisés et les plus pauvres dans le monde. La reconnaissance de la vulnérabilité particulière des migrants en termes d'exclusion sociale et de discrimination le long de leur parcours migratoire les place comme des acteurs prioritaires pour accéder à un service de santé compétent et adaptable à leurs besoins. Cependant, aux frontières de la Colombie et du Panama, le manque de réglementations protégeant les migrants en transit, les capacités financières et locales aux frontières, les politiques restrictives aux frontières et l'incompréhension de ce que le droit à la santé signifie pour les migrants en transit sont l'un des principaux aspects qui influencent l'accès à la santé des migrants irréguliers dans le fossé du Darién.



Figure 2. Photo prise par Andrea Jaramillo en juillet 2022.

1.L'absence de réglementation protégeant le droit à la santé des migrants irréguliers en transit : en Colombie, il n'existe pas d'instrument juridique protégeant le droit à la santé des migrants en transit. Selon le "plan de réponse du secteur de la santé au phénomène migratoire", les migrants en situation irrégulière n'ont le droit d'accéder qu'à la première urgence médicale, ce qui ne répond pas aux multiples besoins auxquels les migrants en transit sont confrontés au cours de leur voyage. En Colombie, le droit à la santé est lié au statut juridique des migrants et à leur désir de rester sur le territoire, mais pas à l'essence de leur condition humaine, au mépris de l'universalité et de l'inaliénabilité de ce droit de l'homme. Il semble que la Colombie ne réponde pas aux engagements des conventions internationales telles que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, la Déclaration de New York pour les migrants et les réfugiés et la Déclaration de la soixante et unième Assemblée mondiale de la santé.

2.Les ressources financières et les capacités locales aux frontières : La crise migratoire, les niveaux de pauvreté dans la région de Necoclí - qui dépassent 50 % -, les niveaux de conflit et le manque de ressources techniques et financières de cette région ont dépassé les capacités de ce gouvernement municipal à répondre aux besoins des migrants en transit. Jusqu'à présent, le gouvernement central n'a pas joué un rôle de premier plan dans la protection de ces migrants, laissant cette responsabilité aux mains des organisations internationales. Selon le bureau des migrations en Colombie, ces personnes sont des migrants en transit et il n'est donc pas de leur responsabilité de les protéger.

3.L'ordre aux frontières internationales et les politiques migratoires restrictives : Le manque important de coopération avec les pays voisins et la capacité institutionnelle limitée des autorités des pays d'Amérique latine ont entraîné une intensification des vulnérabilités aux frontières. Malgré les différentes réunions organisées entre les gouvernements de la Colombie, du Panama et des États-Unis pour trouver des solutions à l'augmentation des flux migratoires de migrants irréguliers à cette frontière, il n'y a pas encore de solution qui fasse passer la dignité humaine de ces migrants avant les restrictions frontalières et la sécurisation. La plupart des accords répondent aux intentions des États-Unis d'exercer un contrôle sur les réseaux de trafic de drogue et d'êtres humains, plutôt que de répondre aux besoins et aux vulnérabilités des migrants en transit.

4.L'incompréhension du droit à la santé : Les migrants en transit ne sont pas seulement exposés aux soins d'urgence pendant leur voyage, mais aussi à de multiples dimensions socio-économiques et structurelles qui recoupent les déterminants sociaux de la santé, tels que le logement, l'eau, l'alimentation, la sécurité, entre autres. Le droit à la santé exige une perspective holistique qui requiert un travail articulé entre les différents secteurs de la société tels que les gouvernements, les organisations internationales et la société civile, afin que les migrants puissent bénéficier de conditions de vie saines tout au long de leur parcours migratoire et pas seulement d'une attention humanitaire aux frontières.

Le cas des migrants irréguliers en transit par le fossé du Darién montre l'absence de politiques nationales et transnationales qui protègent leur droit à la santé. Il semble que la connotation de "transit" renforce les principes d'inégalité et de discrimination, violant l'universalité et l'inaliénabilité des droits de l'homme. En outre, la mise en place de politiques de sécurité aux frontières par les gouvernements complique encore la situation des migrants, les plaçant dans un niveau permanent d'incertitude et de vulnérabilité qui affecte profondément leur état de santé, en particulier aux frontières où les restrictions légales interagissent avec le manque de responsabilité des gouvernements à l'égard de ces migrants.



Andrea Jaramillo Contreras est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'université Philips de Marburg (Allemagne) et travaille actuellement comme assistante de recherche à l'Institut d'histoire, de théorie et d'éthique de la médecine de l'université Liebig de Giessen (Allemagne). Elle a participé au projet "La Santé des Migrants aux Frontières en Période de COVID-19 : Évaluation des lacunes, des besoins et des priorités dans la mise en œuvre de politiques et de programmes de santé fondés sur les droits de l'homme dans la région andine de l'Amérique latine", financé par la DFG/Fondation allemande pour la recherche (Deutsche Forschungsgemeinschaft). Dans le domaine de la migration, elle s'intéresse particulièrement à la temporalité et à la dynamique des frontières des migrants en mouvement et à l'impact de la coopération internationale sur le droit à la santé et le bien-être des migrants <https://www.linkedin.com/in/andrea-carolina-jaramillo-contreras-0a7a4220/>.

Les femmes subsahariennes en Tunisie entre peur du rejet et soins médicaux adéquats

Amal Hlioui

Les dernières déclarations du président tunisien Saïed, qui a mis en garde contre la présence de Subsahariens en Tunisie en tant que "changement de la composition démographique", ont été jugées xénophobes. Lors du déclenchement de la guerre civile libyenne en 2011, des milliers de Subsahariens ont fui vers la Tunisie. Depuis, une diaspora subsaharienne s'est formée, mais son nombre, ses origines et ses problèmes sociaux ont longtemps été négligés et "inconnus". Cachée dans l'ombre, la vulnérabilité sociale des Subsahariens est accentuée par une atmosphère générale de rejet et de méfiance à leur égard en Tunisie.

Les femmes subsahariennes ont des conditions de travail et de vie précaires. De plus, elles souffrent d'une double vulnérabilité car elles doivent s'occuper de leur santé reproductive, ainsi que de celle de leurs enfants et de leurs partenaires. Dans cet article, j'explore le traitement des femmes subsahariennes par les systèmes de santé tunisiens en interrogeant deux acteurs différents : un médecin et une migrante subsaharienne dans des établissements de santé de première et de troisième ligne.

La santé reproductive : un besoin satisfait ?

Officiellement appelés "résidents étrangers en Tunisie", les Subsahariens représentent 21 466 immigrés, soit 36,4% du nombre total, selon l'Enquête nationale sur les migrations internationales. Cette enquête évalue le nombre total de femmes immigrées à 7351, entre 2020 et 2021, ce qui est probablement une sous-estimation du nombre total. Dr. Syrine Trabelsi, jeune résidente en gynécologie-obstétrique au CHU Mongi Slim à La Marsa, une région où la concentration de migrants subsahariens est élevée, estime qu'elle voit un nombre croissant de femmes subsahariennes depuis deux ans.

Au Centre de Protection Maternelle et Infantile de l'Ariana, le personnel médical reçoit chaque jour des femmes subsahariennes pour différents motifs : planning familial, contraception, MST, tests de grossesse, interruption de grossesse. En effet, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) médicamenteuse est disponible gratuitement dans tous ces centres. La Tunisie est le seul pays arabe où l'avortement pour des raisons non médicales est légal pour toutes les femmes depuis 1973, l'avortement médicamenteux est disponible depuis le début des années 2000. En moyenne, 20 subsahariennes sont accueillies chaque jour par l'Espace Jeunes, au sein du Centre, pour ce protocole pharmacologique. Cependant, ce nombre a chuté après la dernière déclaration controversée du Président car elles ont peur d'être arrêtées, déportées ou même agressées.

Contrairement aux stéréotypes négatifs que de nombreux Tunisiens entretiennent à l'égard des immigrés d'Afrique subsaharienne, Dr. Trabelsi décrit les patients originaires d'Afrique subsaharienne comme des personnes respectueuses et bien informées de leurs besoins en matière de soins de santé.

Par exemple, les femmes originaires d'Afrique subsaharienne sont plus susceptibles de développer des myomes utérins que les femmes d'autres populations. Le docteur Trabelsi a constaté que la plupart des femmes qu'elle traite pour cette pathologie ont une bonne connaissance de leurs antécédents médicaux et des soins requis pour les myomes utérins. En outre, beaucoup de ces femmes sont proactives et bien informées sur leur santé reproductive. Par exemple, moins de 2 % des femmes qui ont recours à la contraception en Afrique subsaharienne utilisent des dispositifs intra-utérins (DIU). Cependant, D. Trabelsi a noté que beaucoup de ses patientes d'Afrique subsaharienne utilisent ces dispositifs et viennent à sa clinique pour se les faire retirer ou pour d'autres raisons.

Dans les hôpitaux publics, les femmes subsahariennes sont également accueillies pour le suivi de leur grossesse et l'accouchement. Comme toute citoyenne, elles entrent en travail et sont vues directement par les sages-femmes et les médecins. Elles sont traitées avec les mêmes soins qu'une citoyenne tunisienne. Cependant, certaines d'entre elles présentent des complications dues à des grossesses non suivies, ce qui pose la question de leur accès aux structures de santé reproductive.

Défis : l'information, la distance, l'argent et la peur

Luna, une jeune femme malienne sans papiers, était assise à côté de la clinique communautaire de Raoued et faisait la queue. Au début, elle était réticente à parler. Puis elle s'est étendue sur la difficulté de se rendre au centre de protection de l'Ariana pour accéder aux soins ou pour prendre des contraceptifs. Elle en est venue à recourir à des méthodes de contraception non médicales et à "espérer que le pire ne va pas arriver". Pour Luna, la distance est le premier obstacle à un accès facile à la santé reproductive, car les structures publiques sont centralisées et généralement éloignées des quartiers où elle et d'autres immigrés subsahariens vivent.



Source: [Pexels](#).

Le deuxième défi, selon Dr. Trabelsi, est le manque d'information. La plupart des femmes subsahariennes ne savent pas comment fonctionne le système médical tunisien, que ce soit sur le plan juridique ou financier. Elles ne savent pas que si elles ne sont pas couvertes par une assurance publique ou privée, elles doivent payer la totalité des frais. Certaines patientes ont même fui les établissements de santé lorsqu'elles ont été confrontées à la facture des soins.

Les "chanceux" sont paradoxalement les très rares subsahariens qui ont obtenu le statut de réfugié, faute de quoi l'immigré ne peut être remboursé ou couvert. En Tunisie, c'est le HCR qui a la charge du processus d'aide à l'accès aux soins des réfugiés. Dr. Trabelsi rappelle l'histoire d'une réfugiée qui a pu bénéficier d'une couverture médicale pour son cancer du sein après un long processus impliquant la patiente, le HCR et le personnel de l'hôpital. Elle suit heureusement une chimiothérapie après un diagnostic tardif dû à la rareté de la forme de cancer et à la lenteur de la prise en charge.

En plus de ces questions, le Dr Trabelsi a déclaré que le problème le plus difficile pour les femmes subsahariennes est d'établir des relations. De nombreux Africains subsahariens ont été mal traités dans le passé par les systèmes de santé et d'autres structures d'autorité en Tunisie. Ils hésitent donc à se tourner vers les structures de santé pour obtenir de l'aide, car ils craignent d'être rejetés et/ou discriminés. Lorsqu'ils reçoivent des soins médicaux adéquats, ils semblent perplexes et reconnaissants de la "gentillesse" et du professionnalisme du personnel hospitalier. Il semble qu'ils ne reçoivent pas un traitement aussi "normal" ailleurs", a déclaré le Dr Trabelsi. Pour combler ce fossé, elle et ses collègues doivent "les écouter et se débarrasser des préjugés".



Professeur agrégée à l'Université Tunis El Manar. Titulaire d'une bourse du projet Erasmus+ MIGRANTS. Doctorante et chercheuse en Dynamique des Systèmes, DEMS, UNIPA. Je travaille, dans ma thèse, sur les représentations subsahariennes dans les médias tunisiens et les ramifications sur la politique migratoire.

